

La Résistance française face à l'hypothèque Vichy

Denis Peschanski* et Laurent Douzou**

Centre d'histoire sociale du XXe siècle

UMR 8058 CNRS Université - Panthéon-Sorbonne Paris 1

9 Rue Malher 75181 PARIS CEDEX 04

<http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/>

Pour citer ce document en archives ouvertes [OAI AO-CSD]

Peschanski Denis, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », oai:hal.archives-ouvertes.fr:hal-00364984. - <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00364984/fr/> [Document auteur AO-HAL, preprint 1995, publié in : *La France de Vichy. Archives inédits d'Angelo Tasca*, David Bidussa et Denis Peschanski dir, Milan, Fondazione Feltrinelli, Annali, Anno Trentunesimo (1995), 1996, pp.3-42]

Résumé

Au début des années 1990, D. Peschanski propose d'appeler « vichysto-résistants » ces hommes et ces femmes qui ont été d'authentiques résistants tout en défendant les valeurs de l'Etat français, celles de la Révolution nationale. Avec Laurent Douzou, il revient ici sur un phénomène dont on ne mesurait pas l'ampleur jusque-là. Ils montrent ses composantes institutionnelles et idéologiques, mais concluent que sans être un obstacle absolu Vichy représenta à l'évidence une hypothèque, dans la mesure où l'association entre Révolution nationale et collaboration était au fondement de l'Etat français.

Histoire; Seconde Guerre mondiale; France; Résistance; Vichy ; vichysto-résistants ; occupation ; Armée ; Mitterrand ; opinion

Abstract

The French Resistance facing Vichy-obstacle

In the beginning of the 1990', D. Peschanski proposed to call "vichysto-résistants" these men and these women who were authentic resistant fighters while defending the values of the French State, those of the "Révolution nationale". With Laurent Douzou, he reconsiders a phenomenon which one did not assess the scale. They show its institutional and ideological components, but conclude that without being absolute, Vichy represented obviousness an obstacle, insofar as the association between "Révolution nationale" and collaboration were at the root of the French State.

History; Second World War; France; Resistance; Vichy; vichysto-résistants; occupation; Army; Mitterrand; opinion

*peschan@univ-paris1.fr

Contributeur Open Acces Self-archiving – <http://hal.archives-ouvertes.fr/aut/Denis+Peschanski/>

** Laurent.douzou@univ-lyon2.fr

Contributeur Open Acces Self-archiving – <http://hal.archives-ouvertes.fr/aut/Laurent+Douzou/>

Il y a plusieurs façons d'aborder les rapports entre la Résistance et Vichy. En déclinant l'ensemble des composantes de la Résistance, on peut aboutir à une typologie en fonction des positions qu'elles prennent sur Vichy. A l'inverse, on peut s'interroger sur la façon dont la Résistance est perçue par Vichy, qu'il s'agisse d'analyser le discours officiel ou les pratiques du régime. Dans les deux cas, Vichy et Résistance sont conçus comme des ensembles se définissant l'un par rapport à l'autre. Nous avons choisi de privilégier ici un troisième angle d'attaque: dans quelle mesure les liens idéologiques et institutionnels que certaines composantes de la Résistance tissent avec Vichy confèrent-ils à ces dernières une singularité?

Approcher la résistance sous cet angle, c'est également un moyen de mieux la définir. Plutôt que la typologie (qui a l'immense qualité et les limites d'inclure par juxtaposition) et l'idéaltype (qui est un instrument d'intelligibilité, une utopie théorique) nous préférons un registre d'analyse plus classique avec une définition suffisamment large pour prendre en compte l'ensemble des formes qu'a prises la Résistance et pour être opératoire pour le chercheur, et suffisamment précise pour ne pas inclure des actions qui relèvent d'une autre logique. Il y a lieu, en outre, de bien distinguer entre la palette des comportements possibles, ce qui relève de la négociation (interétatique ou intra-étatique), de la "dissension", de l'opposition et de la résistance. La définition qui, pour l'instant, nous semble le mieux répondre à cette double exigence est inspirée de l'historien De Jong¹, et se présenterait comme suit: *toute action subversive visant à empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant*. Et c'est l'étude des cas ici présentés qui nous a fait inclure dans la définition-matrice la référence à la "subversion".

Des lors, à la vue des positions prises par les groupements et les individus que nous étudions, il apparaît clairement que Vichy a constitué une hypothèque dans l'engagement résistant, que son existence et son action ont

¹ L. De Jong, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, VII, 2, La Haye,

constitué un frein ou un blocage. Nous verrons dans quelles conditions l'obstacle pouvait être surmonté².

I. La Résistance des pionniers face à l'hypothèque Vichy (1940-1942)

Pour ceux qui initièrent les premières démarches résistantes en France, l'existence du gouvernement de Vichy constitua des l'abord un fait politique majeur par rapport auquel il fut impossible de ne pas se situer, d'autant qu'il joua, de surcroît, comme un facteur de division interne à la Résistance avant de hâter, comme on verra, son unification. D'autres données durent être impérativement prises en compte. Si l'attitude à adopter vis-à-vis de l'occupant allemand fut centrale³, la conduite à tenir à l'endroit des Britanniques et de la France Libre joua également. Il n'en demeure pas moins que, pour la zone sud particulièrement mais pas seulement, le rôle de Vichy fut un référent, tantôt attractif, tantôt répulsif, mais dominant. Vichy fonctionna bel et bien comme une hypothèque qui prit des visages successifs, de celui du maréchal Pétain à ceux des officiers généraux La Laurencie, Darlan, Giraud, pour ne rien dire de la partition jouée par Fourcaud, Groussard ou Loustau-Lacau.

L'historiographie n'a, au total, pas pris à bras le corps la question des rapports entre la Résistance et Vichy. Cette prudence s'explique sans doute,

Nijhofs, 1976, p. 1030.

² La première partie de l'article qui suit a donné lieu à une première communication pour le colloque que l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP) a organisé à Cachan-Paris en novembre 1995 sous le titre "La Résistance et les Français: villes, centres et logiques de décision". Cette rencontre s'inscrit dans une suite de six colloques réunis en coordination avec l'IHTP par plusieurs universités françaises et le Centre de recherche sur la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles entre novembre 1993 et mars 1997 sur le thème "La Résistance et les Français".

³ L'exemple le plus flagrant en est la parution clandestine dans l'été 1940 en zone nord des *Conseils à l'occupé* de Jean Texcier. Lire sur cette question, Philippe Burrin, *La France à*

pour partie, par les représentations dominantes après-guerre de la Résistance en majesté et de Vichy à la fois "régime-mémoire par excellence" et "régime repoussoir"⁴. "Les ambivalences et les ambigüités, les itinéraires en clair-obscur n'ont pu supporter, une fois la paix revenue, la lumière irradiante du gaullisme"⁵. Dans cette optique, s'être distingué très tôt, voire immédiatement, de Vichy, est un élément supplémentaire de lucidité, qui ajoute en quelque sorte aux mérites résistants existant par ailleurs. Que l'indulgence un temps nourrie pour Vichy ou pour le Maréchal ait été percute comme infamante, dès la guerre dans les milieux résistants, et retenue par la suite dans la mémoire collective, est attesté par de nombreux indices.

On en citera ici un seul. Il s'agit de la façon dont les historiens du mouvement Combat traitèrent de cette épineuse question une dizaine d'années seulement après la fin de la guerre. Reconstituant l'itinéraire de Frenay, Marie Granet et Henri Michel insistaient sur l'immédiateté et la constance de l'opposition du fondateur de Combat au régime de Vichy. Sous la forme étonnante d'un soliloque, ils prêtaient, dès juillet 1940, au capitaine Frenay une conscience aigüe du "sens réel du régime équivoque"⁶ de Vichy. Cette reconstruction est significative d'une vision dans laquelle Résistance et pétainisme sont par essence incompatibles:

Un Mouvement qui proteste contre la cessation de la lutte contre l'ennemi, et qui n'aspire qu'à la reprendre, peut difficilement s'accorder avec un régime issu de la défaite qui tire son principal mérite d'avoir signé l'Armistice et qui, depuis, se consume en actes de contrition où le passé de la France comme le comportement général de son peuple ne sont guère

l'heure allemande: 1940-1944, Paris, Seuil, 1995.

⁴ Philippe Burrin, « Vichy », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire, III. Les France. 1. Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1993, pp. 321-345.

⁵ Eric Conan, Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, p. 203. Lire également Pierre Nora, *Gaullistes et communistes*, in Pierre Nora. (dir.), *Les lieux de mémoire*, cit., pp. 347-393.

⁶ Marie Granet, Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF, 1957, p. 30.

valorisés⁷.

C'est en rupture avec cette présentation qui participait, *nolens volens*, de la mythologie résistante qu'un bouleversement historiographique s'est opéré depuis quelques années. Cependant, ce champ reste en grande partie une *terra incognita* et, même à l'intérieur de la séquence courte des années 1940-1942, il eut été illusoire et vain de vouloir faire autre chose que de poser les jalons d'une histoire à la trame compliquée.

Dans quelle mesure l'hypothèque Vichy a-t-elle pesé sur les conditions d'émergence puis de maturation des composantes de la résistance intérieure française? La Résistance s'est-elle édifiée sans, contre, voire, question iconoclaste, un temps avec Vichy? Quelle résistance et à quels moments? On privilégiera donc, pour la période 1940-1942, la fraction de la Résistance qui a entretenu des relations - idéologiques ou institutionnelles - avec Vichy. Ce parti pris ne doit pas fausser la perspective: une fraction influente de la Résistance a toujours été hostile à Vichy, se bâtissant même une identité fortement tributaire de ce postulat et entraînant finalement à sa suite ceux des pionniers qui avaient été résistants et maréchalistes.

1. La prégnance du maréchalisme et du pétainisme (1940-1941)

Au sein de la communauté résistante⁸ qui émergea en 1940 et 1941, il y eut les antivichystes irréductibles, ceux qui rejetèrent immédiatement et avec virulence maréchalisme et pétainisme comme deux faces d'une même pièce: France-Liberté, les deux Libération (nord et sud), le groupe du Musée de l'Homme, Valmy qui refusait d'accepter "comme définitive une défaite

⁷ *Ibid.*, p. 83.

⁸ Pour une analyse des valeurs qui fondent l'engagement dans la Résistance et pour la typologie qui en découle, on se reportera à l'étude de François Marcot, « Réflexions sur les valeurs de la Résistance », in Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire: la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, pp. 81-90. Lire également Jean-Pierre Azéma, « Des Résistances à la Résistance », in Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Paris, Seuil, 1993, t. 2, pp. 244-245.

transformée en reddition par des hommes ennemis de la liberté et avides de pouvoir"⁹ furent, avec quelques autres, dans ces dispositions d'esprit. Cette attitude cohérente et extrêmement forte, puisqu'elle définissait une double résistance à l'occupant et à Vichy, aboutit à fixer une ligne dont ces groupes ne dévièrent jamais. Dans leur cas, on peut décliner, éditoriaux et articles de leurs feuilles clandestines à l'appui, ou bien archives en main, les formes successives de leur opposition, mais on ne peut analyser révolution de leur attitude dans la mesure où elle ne varia pas si ce n'est par son intensité, par sa fréquence et par la rudesse des formulations.

On n'aura garde d'oublier que, dans leur majorité, les premiers groupes de résistance furent maréchalistes. L'idée que Pétain a bel et bien fait don de sa personne à la France pour atténuer son malheur est généralement admise. Il en va de même pour la dénonciation d'une partie de son entourage. C'est au fond la vieille antienne du bon monarque dont les serviteurs proches dénaturent la pensée et les intentions louables. Ainsi *Liberté*, dans l'éditorial de son premier numéro, date du 25 novembre 1940, séparait le bon grain de l'ivraie:

La grande œuvre de rénovation nationale à laquelle le Maréchal nous convie n'est possible que dans un ardent élan patriotique dans la liberté et la franchise. En cachant la vérité au pays, en étouffant les protestations de la fierté nationale, en chloroformant l'opinion, les services de l'information et de la radio de Pierre Laval, Montigny, Tixier-Vignancourt, empêchent tout redressement français¹⁰.

Comme l'illustre cette citation, le maréchalisme se doubla, dans une chronologie décalée, d'un soutien aux valeurs de la Révolution nationale. On retrouve ces caractéristiques avec des chronologies différentes et des nuances

⁹ Valmy, n° 1, janvier 1941, éditorial *Certitudes*.

¹⁰ Pierre-Henri Teitgen mettra en avant des considérations tactiques pour expliquer le ton du journal: "Il avait été convenu au lancement du journal qu'il n'attaquerait pas de face, dans un premier temps, la personne du vieux maréchal. C'eut été, tant était grande à l'époque sa popularité, non pas convaincre les lecteurs qui trouveraient *Liberté* dans leur boîte aux lettres, mais les révolter", *Faites entrer le témoin suivant. 1940-1958. De*

dans des organisations aussi différentes que Les Petites Ailes, Défense de la France, le Mouvement Libération Nationale (MLN), Liberté, l'Organisation Civile et Militaire (OCM) ou le réseau Loustaunau-Lacau¹¹.

Nous nous arrêterons sur deux études de cas: les textes du général Cochet¹², le MLN d'Henri Frenay. L'étude du CIE du colonel Groussard nous servira de contre exemple.

Vigoureusement hostile à l'asservissement de la France par l'Allemagne, le texte appelant à la résistance diffuse au début de septembre 1940 par le général Cochet ne remettait nullement en cause la nécessité et le principe de la Révolution nationale, qui devait seulement être fondée à la française:

Veillons donc d'abord, et avant tout, à ne pas créer en France un "ordre nouveau" qui soit une copie de l'ordre nazi, mais qui soit français, s'appuie sur la civilisation, les traditions, la pensée française, sauvegarde entièrement les valeurs spirituelles francises.

Il n'est pas difficile de construire un régime d'ordre et d'autorité à la française, sur des bases françaises. Puiser les principes dans notre passé, tenir compte des nécessités de la vie moderne.

Le général Cochet ne prenait pas Pétain pour cible. Mieux, il défendait l'idée que, s'ils voulaient "faciliter l'œuvre du Maréchal", les Français devaient se montrer dignes et fermes vis-à-vis des nazis:

Le Maréchal, dont la tâche est rude, et qui donne l'exemple de l'abnégation, pourra d'autant mieux résister aux exigences allemandes et

la Résistance à la V^{ème} République, Rennes, Ouest-France, 1988, p. 31.

¹¹ "L'indulgence manifestée à l'égard de P. Pétain et de son œuvre intérieure se double cependant de sévères appréhensions. ... Ceci dit, ce doute ne se mue pas en rejet. ... Viannay persiste à accorder sa confiance au vainqueur de Verdun jusqu'en novembre 1942". Olivier Wieviorka, *Destins d'un mouvement de Résistance: Défense de la France*, thèse de doctorat, Paris I, 1992, 2 tomes, t. 1, p. 53. Après novembre 1942, Défense de la France rompt avec le régime de Vichy mais ne se rallie pas pour autant au général de Gaulle, lui préférant, jusqu'en mars 1943, le général Giraud, *ibid.*, t. 1, pp. 296-297.

¹² 6 septembre 1940. C'est à Daniel Cordier qu'on doit l'exhumation de ces textes dans leur intégralité. Cf. Daniel Cordier, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, t. 3, Paris, J.C. Lattes,

jeter les fondements d'une France nouvelle pleine d'espérance et d'avenir, qu'il pourra s'appuyer sur une opinion ferme et unanime.

Représentatif d'un courant de la Résistance qui plaça le patriotisme au centre de ses motivations, le général Cochet martelait: "En résumé, un seul ennemi: le Boche, et avec lui tous ceux qui l'aident ou qui l'appellent". Au lendemain de Montoire, le général Cochet poursuivait dans la droite ligne des principes définis en septembre:

Hitler a proposé une collaboration franco-allemande au Maréchal Pétain qui en a accepté le principe. Tous les Français approuveront cette décision du Chef de l'Etat, si, comme c'est infiniment probable, nous en tirons avantage. ... Faisons confiance au patriote fervent qu'est le Maréchal¹³.

De la même manière, on trouve sous la plume des rédacteurs de l'Equipe Française d'Organisation et de Redressement (EFOR), au mois de décembre. 1940 un plaidoyer pétainiste articule en deux volets: "Nous admirons le Maréchal Pétain, parce qu'il incarne, dans des circonstances effrayantes, l'esprit de résistance aux empiétements du vainqueur. Nous l'estimons d'engager la France dans une Révolution"¹⁴. La notion même de "résistance aux empiétements du vainqueur" éclaire bien le fossé séparant les résistants antifascistes et antivichystes des résistants nationalistes et pétainistes.

Le 16 octobre 1940, le colonel Groussard, inspecteur général des services de la sûreté nationale et fondateur du Centre d'information et d'études (CIE), adressait à Joseph Darnand, directeur du CIE pour la région de Marseille, un ordre de recherches concernant l'activité du général Cochet. A la fin de ce même mois, il essayait d'infiltrer un homme dans le groupe du général¹⁵. Or, dans ses écrits, le colonel Groussard présente son Centre d'information et

1993, pp. 966-968.

¹³ 28 octobre 1940.

¹⁴ L'EFOR est à l'origine de l'Organisation Civile et Militaire. Le rédacteur de ce tract est Jacques Arthuys.

d'études¹⁶ comme une officine résistante. S'appuyant sur le constat que "les Français n'étaient ... pas prêts alors à l'action clandestine", le colonel Groussard affirme *rétrospectivement* qu'il fit le choix de "la commencer autrement que dans la clandestinité totale"¹⁷. Dans le cadre de l'instruction qui visait, à la Libération, son adjoint François Méténier, il précisait que les groupes dirigés par ce dernier "devaient servir de noyaux en vue d'une résistance postérieure"¹⁸. Il ajoutait que les buts du CIE auraient été le camouflage d'armes, le regroupement des anciens cadres de l'armée sous l'apparence d'une organisation civile et la création d'un service de renseignements contre l'occupant. L'examen des hommes regroupés dans les deux composantes de cette "sorte de police annexe"¹⁹, en fait une véritable police politique, celui de ses objectifs comme de ses actes mettent à mal son système de défense. Au nombre des directeurs régionaux du CIE, on relève les noms de Darnand, Lécussan et Raymond-Clemoz. Plus généralement, loin d'abriter des cadres résistants de l'armée, il est animé, outre Groussard, par d'anciens cagouleurs tels que Méténier, chef des Groupes de protection jusqu'à leur dissolution à la suite du 13 décembre, le docteur Martin, chef du SR, Detmar et Labat, respectivement chefs des sections anticomuniste et antimaçonnique. Quant aux armes des GP, elles étaient ponctionnées sur les stocks tolérés par les conventions d'armistice et n'étaient donc nullement dissimulées. Enfin, le service de renseignements du docteur Martin ne visait pas les Allemands, mais les communistes, les francs-maçons et les Juifs. Sans nier la complexité d'un personnage qui noue, dès la fin de 1940, des contacts avec Fourcaud, l'histoire du CIE doit se lire d'abord comme la première tentative de

¹⁵ Archives Nationales (A.N.), Z6, dossier Méténier.

¹⁶ Le CIE, créé fin août 1940, animé par le colonel Groussard, qui s'entoura immédiatement de cagouleurs comme François Méténier et le docteur Henri Martin, fut dissous le 20 décembre 1940 mais continua à fonctionner officieusement - et non clandestinement - en bénéficiant des fonds spéciaux. A.N., Z6, Dossier Méténier.

¹⁷ Georges Groussard, *Chemins secrets*, Mulhouse-Paris-Lausanne, Bader-Dufour, 1948, p. 78.

¹⁸ Confrontation Méténier-Groussard, 23 novembre 1945, A.N., Z6, dossier Méténier.

¹⁹ Groussard, *Chemins*, cit., p. 79.

création d'une police politique parallèle au sein de l'appareil d'Etat vichyste.

Cette première phase achevée le 20 décembre 1940, le colonel Groussard agit, il est vrai, officieusement. Mais là se situe une ligne de partage nette pour apprécier l'appartenance à la Résistance: la clandestinité ne saurait être assimilée à une action officieuse menée avec l'aval d'autorités qui la financent de surcroît. Celle-ci s'inscrit dans la logique classique d'un Etat défendant ses intérêts. On citera dans le même esprit les services de contre-espionnage, les négociations économiques et financières avec l'occupant, ou encore l'opposition d'une partie des ministres aux protocoles de Paris.

Même après la disparition officielle du CIE, la Résistance antivichyste, qui eut quelque temps des relations avec le colonel Groussard, s'en méfia vite et coupa les ponts. C'est ce qui ressort du rapport présenté en mai 1942 à Londres par d'Astier aux services de la France Libre: "Par le colonel Groussard, M. Bernard/ d'Astier/ avait eu des indications données sur les bureaux M[enées] A[ntinationales] qui, à l'époque, avaient pas mal de points communs avec les G[roupes de] Protection]. Toutefois, lui-même avait préféré éviter les premiers contacts qu'il avait été seul à prendre"²⁰. Et de préciser son propos: "Depuis avril 1941, M. Bernard n'a plus de contacts avec Vichy, c'est-à-dire avec des gens tels que Groussard et d'Harcourt. Après cette date, il a eu quelques contacts épisodiques qu'il s'est efforcé de rompre de suite"²¹.

Pour notre deuxième étude de cas, celle des débuts du Mouvement de Libération Nationale, nous nous appuierons pour commencer sur les écrits publics (et la plupart du temps rédigés) par les soins d'Henri Frenay²² et de Berthie Albrecht. Le dossier d'instruction Méténier contient une série

²⁰ A.N., Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), 3AG2 399, Rapport Bernard, 20 mai 1942.

²¹ A.N., BCRA, 3AG2 399, Rapport verbal de M. Bernard à M. Pleven, 20 mai 1942.

²² Nous n'évoquerons pas ici le texte, évidemment essentiel, du Manifeste de Libération Nationale redécouvert par Jean-Marie Guillon, à propos duquel nous renvoyons à l'analyse très complète et tout à fait déterminante de D. Cordier, *Jean Moulin*, cit., pp. 945-1067. Voir également Jean-Louis Cuvelliez, « Les débuts de la Résistance dans la région de Toulouse », in Guillon, Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire*, cit., pp. 121-136.

exceptionnellement riche de publications émanant du MLN, qu'il s'agisse de bulletins, sous l'appellation *Bulletin*, *Bulletin d'information* (BI), *Bulletin de propagande* (quelque temps distingué des BI à partir du 30 janvier 1941), de *Etude* (trois numéros), de *Vérités* ou des *Petites Ailes* (*tirage de zone libre*)²³.

Si les bulletins d'information et de propagande édités jusqu'au printemps 1941 contiennent surtout, comme leur intitulé le suggère, des informations et peu de commentaires de fond, Vichy est pratiquement absent des bulletins qui s'intéressent principalement à la guerre et à la nécessaire victoire des Anglo-Saxons d'une part, au pillage économique de la France par l'occupant d'autre part. Quelques notations attestent cependant un soutien clair à Pétain. C'est le cas dans un *Bulletin* de mars 1941:

Nous avons maintes fois regretté au cours de ces derniers mois que l'action du général de Gaulle se borne à élever des critiques contre la France. Certaines paroles contre le Maréchal Pétain ont été par nous douloureusement ressenties. Maintenant les forces françaises libres se sont tues, elles viennent de passer à l'action ... C'est là ce que nous pouvions attendre d'elles, notre cœur est avec elles dans la lutte qu'elles mènent contre l'ennemi commun²⁴.

Quant aux *Petites Ailes* (*tirage de zone libre*), leur teneur ne laisse aucun doute sur les sentiments profondément maréchalistes de Frenay. L'éditorial du numéro dactylographié du 17 juin 1941 est à cet égard éloquent:

L'opinion française s'est maintes fois émue du silence apparent du Gouvernement français en face d'événements graves en contradiction avec les clauses de l'Armistice. Accusé de faiblesse par les uns, de trahison par les autres, son attitude réelle a été souvent méconnue. Sa position par

²³ Documents saisis en mars 1942 dans les bureaux et au domicile du docteur Martin. A.N., Z6, dossier Méténier, cit. Le premier bulletin disponible est le numéro 12 en date du 1^{er} janvier 1941. Les quatre numéros des *Petites Ailes* (*tirage zone libre*) s'échelonnent entre le 3 juin et le 30 juillet 1941.

²⁴ *Bulletin* du 22 mars 1941.

rapport au vainqueur l'empêchait de donner à certains de ses actes la publicité qu'ils auraient méritée. Entre les pages de nos journaux, le silence ou même les discours officiels et la réalité, il existe des différences profondes allant parfois jusqu'à l'opposition absolue. C'est la raison pour laquelle, dans les circonstances actuelles plus qu'à tout autre moment, nous nous gardons de porter des jugements hâtifs qui peuvent être injustes. Nous voulons nous garder de toute passion et rester objectifs.²⁵

Deux semaines plus tôt, et non sans appréhension, les mêmes *Petites Ailes* s'en remettaient au Maréchal en ces termes:

La France joue sa vie sur un coup de dés. Nous ne nions pas la probité de ceux qui jouent pour nous. Nous sommes convaincus qu'ils sont sincères. Nous prions Dieu pour qu'ils ne se trompent pas et surtout pour qu'on ne les trompe pas.

Nationalistes, germanophobes, les feuilles que faisait paraître Henri Frenay pourraient à l'occasion adopter aussi des positions fortement anticomunistes²⁶. Ainsi, fin septembre 1941, c'est-à-dire à un moment où, comme on le verra, le principe d'une fusion entre Libération Nationale de Frenay et Liberté est acquis, *Vérités*, qui a succédé aux *Petites Ailes*, ne craignait pas de commenter l'institution d'un Tribunal d'Etat comme suit:

La loi du 14 août ne permettait de frapper que les seuls communistes ou anarchistes. Nous avons alors assisté à la volonté systématique de l'Etat de taxer de communistes tous ceux qui exerçaient une activité antiallemande. Il

²⁵ *Les Petites Ailes, tirage de zone libre, journal hebdomadaire*, 17 juin 1941, dactylographié. Le fondateur des *Petites Ailes*, le sous-lieutenant Mulliez, était un agent du SR de Vichy chargé d'opérer en zone interdite. Il avait créé le journal pour motiver son équipe et faciliter la formation de son réseau de renseignements. Le journal était d'une tonalité fortement maréchaliste et pétainiste. Henri Frenay accepta, en pleine connaissance de cause, de reprendre le titre quand l'équipe de Mulliez fut décimée par les arrestations. Cf. *Memor*, numéros 15-16, 1992, pp. 7-32.

²⁶ L'anticommunisme n'est pas l'apanage de Frenay. Lire à ce sujet, Wieviorka, *Destins d'un mouvement*, cit., t. 1, p. 62.

était difficile de faire passer pour communistes le lieutenant de vaisseau et les trois officiers qui ont été récemment fusillés à Paris. Cela constituait à la fois une incohérence et une ignominie. Le texte de la nouvelle loi permet de lever cette équivoque infamante. A ce titre nous nous en félicitons²⁷.

Dans ce même numéro du 25 septembre 1941, *Vérités* prenait cependant davantage encore ses distances avec le régime de Vichy:

... ne parlons plus de collaboration. Politique qui, selon le Maréchal Pétain, "sera longue à porter ses fruits". Longue... mais alors ce sera après la défaite allemande!! Il n'est plus que les aveugles, les fous ou les criminels pour miser la carte allemande si tant est qu'on n'ait jamais dû la jouer. On ne joue pas avec un tricheur, on ne s'associe pas avec un criminel de droit commun, fut-il génial, on ne se soumet pas joyeusement à sa volonté. On se prépare à l'abattre. Ainsi faisons-nous depuis des mois. Dans le dernier acte du drame nous jouerons notre rôle, qui nous réhabilitera de celui que la France a tenu dans le premier.

Le maréchal était-il des ce moment voué aux gémonies? Une analyse attentive des textes du Mouvement Libération Nationale ne permet pas de l'affirmer péremptoirement. La ligne suivie est fluctuante et indécise, ce qui est déjà en soi un signe d'évolution. Certes, la tendance est à un éloignement graduel vis-à-vis de Vichy. Mais il y eut, au cours de l'été 1941, des propos tenus simultanément qui ne vont pas dans le même sens. Par exemple, *Résistance*, journal du mouvement en zone nord, appelait, en août 1941, les Français à "s'unir" et développe une vision pour le moins irénique des contours de la Résistance:

Bien que poursuivant tous, à l'exclusion des "collaborateurs par intérêt", le salut du pays, affichant tous le même amour de la Patrie, nous réclamant du même drapeau, nous nous transformons en frères ennemis

²⁷ *Vérités*, journal indépendant, numéro 12, 25 septembre 1941. Des sections spéciales avaient été créées par la loi du 14 août 1941 réprimant l'activité communiste ou anarchiste. Le 7 septembre, fut créé un Tribunal d'Etat. Le lieutenant de vaisseau auquel il

dès qu'il s'agit de décider comment se fera ce salut. Nous nous jetons à la tête des étiquettes bizarres: Gaullistes, Communistes, Pétainophiles, etc.²⁸.

Ce que traduisent à leur manière tous ces textes, c'est la profondeur du traumatisme de la défaite de mai-juin 1940. Ils furent extrêmement rares, jusques et y compris parmi les quelques individualités qui entendaient "faire quelque chose", ceux qui ne communièrent pas dans l'hommage rendu au maréchal. En sorte que nombre des textes de 1940 parvenus jusqu'à nous affirment haut et clair la nécessité d'un sursaut moral, c'est-à-dire d'une résistance, tout en apportant leur appui au maréchal. Dans le deuxième semestre de la sombre année 1940, les prises de position clairement réfractaires au régime de Vichy et à son chef font figure d'exception. La défaite militaire s'était doublée d'un effondrement foudroyant de la 3^{ème} République. Pour beaucoup, qu'on lui ait donné le coup de grâce le 10 juillet 1940 importait peu. Elle était morte, en quelque sorte, avant qu'on la tuât. Dans un univers brutalement privé des points de repère ordinaires, le discours paternaliste et les actes autoritaires du maréchal rassuraient. Certes, il y avait la convention d'armistice et ses dispositions humiliantes et déshonorantes. Mais il y avait aussi le maréchal. Ceci compensait cela. En somme, du maréchal, on attendait tout. La Résistance ressemble assez de ce point de vue à cette population dont elle entendait secouer l'apathie. La position d'Henri Frenay n'était pas singulière.

est fait allusion était Honore d'Estienne d'Orves, fusillé au Mont-Valérien le 29 août 1941.

²⁸ *Résistance*, journal de la libération nationale, août 1941.

2. Voies et moyens de la levée de l'hypothèque de Vichy (été 1941-janvier 1942)

Le point fondamental à mettre en évidence est l'évolution très rapide qui conduisit les Résistants maréchalistes et, pour certains, pétainistes de 1940 et 1941, à s'opposer à dater du début de l'année 1942 à Vichy et à Philippe Pétain. Cette mutation plonge ses racines dans la politique intérieure liberticide pratiquée par l'Etat français en même temps que dans l'entrée officiellement annoncée, fin octobre 1940, dans la voie de la collaboration. Elle tient bien évidemment aux conséquences multiples et de tous ordres de cette ligne de collaboration. Tous ces aspects sont essentiels mais connus et nous ne les développerons pas ici. Mieux vaut mettre l'accent sur un autre facteur du divorce entre la fraction un temps maréchaliste ou pétainiste de la Résistance et Vichy: il s'agit de la double politique de répression et de conciliation menée concurremment par l'Etat français.

Les premières arrestations d'envergure opérées contre les principaux groupes de Résistance de zone sud se produisirent en novembre 1941 (les têtes pensantes de Liberté furent alors inquiétées) et en janvier 1942 (Maurice Chevance et Marcel Peck, principaux collaborateurs d'Henri Frenay, furent emprisonnés). Ces coups de pied dans la fourmilière résistante intervinrent à un moment crucial du développement de ces groupes qui étaient au nombre de la poignée de ceux qui comptaient alors. Liberté et le Mouvement Libération Nationale virent à ce moment précis aboutir les discussions entamées dans l'été 1941 à propos d'une fusion. La mise en relation des arrestations opérées en leur sein et de leur montée en puissance peut être intéressante. La police de Vichy montra, en janvier 1942, sa capacité à démanteler l'organisation Combat, à peine portée sur les fonts baptismaux. Le danger fut extrême et les coups de filet réussis sont autant de coups de semonce.

S'agit-il, pour Vichy, de mettre purement et simplement fin aux "menées antinationales" de groupes qui commençaient à croître? La réponse à cette question est complexe. En effet, alors même que Combat était en grande

partie décapité et que les investigations de la police menaçaient de prendre de l'ampleur, Berty Albrecht, qui venait d'être libérée, informa Henri Frenay que le commandant Rollin, secrétaire général adjoint du ministère de l'Intérieur, souhaitait le rencontrer dans le cadre de cette affaire. Le numéro un de Combat obtint, fin janvier 1942, le feu vert de son comite directeur. Il vit Rollin à trois reprises à Vichy, mais surtout s'entretint deux fois, les 28 janvier et 6 février 1942, avec Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy.

Comment expliquer cette entrevue entre le chef du mouvement le plus important de la Résistance de zone sud et le ministre de l'Intérieur?

Du point de vue de Frenay, l'intention était d'obtenir l'élargissement de pièces maitresses de l'action résistante mise sur pied. Le dossier du procès Combat démontre que l'objectif fut finalement atteint²⁹.

Du point de vue de Vichy, la personnalité de Frenay joua sûrement: officier très bien noté, il avait été affecté le 15 décembre 1940 au deuxième bureau de l'Etat-major à Vichy. Il avait certes profité de sa fonction pour "rédiger les premiers bulletins de propagande"³⁰ et pour recruter en février 1941 Robert Guedon "qui repartait en zone occupée, chargé de mission par le S.R. de Vichy"³¹. En mars 1941, il avait certes quitté l'armée pour se consacrer exclusivement à l'action clandestine et contribuer au développement des feuilles qu'il avait successivement publiées: des Bulletins de propagande à *Vérités* en passant par *Les Petites Ailes de France*. Son action avait ainsi changé d'échelle et de nature. Il était devenu un clandestin à part entière et un des quelques hommes qui avaient en mains les cartes pour fortifier la Résistance.

²⁹ Les pièces de ce dossier figurant aux archives départementales du Rhône, 3U 2011, procès du mouvement Combat, 1942-1943, ont été présentées et partiellement citées dans l'introduction aux « Souvenirs » inédits d'Yvon Morandat, *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 29, septembre 1994.

³⁰ A.N., BCRA, 3AG2 377 Londres, le 1^{er} octobre 1942. Source: NX.02/Frenay/. "Le Mouvement 'Combat'".

En juillet 1941, il entra en contact avec le général de la Laurencie qui accepta, sur sa demande, de lui fournir "un appui financier"³². Il rencontra, le mois suivant, François de Menthon et Emmanuel d'Astier. Cependant, Frenay ne coupa pas les ponts avec les connaissances qu'il avait au sein du deuxième bureau et ses articles n'étaient pas irrespectueux pour le Maréchal, pas plus qu'ils n'attaquaient frontalement sa politique. L'invitation de Rollin, qui n'était pas une initiative esseulée comme le montre l'entrée en scène de Pucheu en personne, s'explique ainsi. Le discours que lui tint le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy - tel qu'Henri Frenay lui-même l'a rapporté³³ - prouve que Pucheu pensait avoir pour interlocuteur le maréchaliste convaincu du début de l'année 1941. Or, tel n'était plus le cas. Les discussions qu'il eut avec d'Astier et de Menthon contribuèrent sans aucun doute à son évolution. C'est que, d'abord centrées sur l'idée d'une fédération des trois groupes, ces négociations se poursuivirent et s'infléchirent en direction du principe d'une fusion pure et simple. De cette fusion, "les ultimes modalités devaient être fixées à une réunion au mois de décembre à Grenoble. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, Bernard [d'Astier] ne put y assister"³⁴. Cette évolution est établie par l'altération sensible et irréversible des relations entretenues par Frenay avec le général de La Laurencie. Entre les deux hommes qui ont maintenu le contact entre juillet et décembre 1941, le point de non retour fut significativement atteint peu de temps avant les entretiens Frenay-Pucheu. Or la fin de non-recevoir opposée au général La Laurencie le fut non point par Frenay seul, mais bel et bien par les trois chefs des groupes en passe de fusionner, si l'on en croit le récit qu'en donne Pierre [Stanislas Mangin]:

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ "Il n'y a pas de négociations entre nous, mais une mise en garde de ma part avant de réprimer avec une extrême sévérité". Henri Frenay, *La nuit finira. Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 158.

³⁴ A.N., BCRA, 3AG2 377 Londres, le 1^{er} octobre 1942. Source: NX.02/Frenay/. "Le

Il y a une quinzaine de jours environ ces trois groupements ont décidé leur fusion. Ils se trouvaient en face d'une proposition du général La Laurencie qui voulait les prendre sous son commandement. Ils ont refusé en proclamant leur fidélité au général de Gaulle. Il m'a été dit qu'une réunion plénière des chefs des trois groupements devait avoir lieu le 7 janvier et qu'ils devaient avoir contact ce jour-la avec un émissaire du général de Gaulle³⁵.

Cette information est entièrement corroborée par le récit circonstancié de d'Astier sur ce qu'il appelle, dans son rapport de décembre 1941, l'affaire de La Laurencie". Il en ressort clairement que "les trois chefs des groupes" (c'est-à-dire d'Astier, de Menthon et Frenay) ont agi de conserve et "en plein accord". Ensemble, ils ont rencontré le général de La Laurencie le 15 décembre 1941 pour lui signifier qu'ils ne travailleraient avec lui qu'à trois conditions: 1. "le respect de la structure à l'Intérieur des groupes"; 2. "la nécessité que les chefs eux-mêmes ajoutent au comité, au nom de La Laurencie, les noms des notabilités dont les sentiments ont déjà été mis à l'épreuve..."; 3. "condition essentielle: un accord avec les Gaullistes qui représentent la majorité de l'opinion résistante française. Il est impossible d'avoir des dissensions à l'intérieur des groupes dissidents"³⁶.

La réaction de La Laurencie ne fut pas enthousiaste et la discussion fut rude, les deux parties campant sur leurs positions. « De La Laurencie déclare finalement que si les USA et Londres l'invitent officiellement à le faire, il se

Mouvement 'Combat'".

³⁵ A.N., BCRA, 3AG2 377. La source même de ce rapport, à savoir Stanislas Mangin, *alias* Pierre, est intéressante. Ancien membre des "Groupes de protection" du colonel Groussard, il avait, après leur dissolution et avec l'aval de Fourcaud, accepté un poste de chef de cabinet dans l'administration préfectorale qu'il avait tenu de janvier à avril 1941. Il était à cette date enrôlé dans le réseau *Ronald* nouvellement créé par Fourcaud. Or, les rapports qu'il fit à son arrivée à Londres en mars 1942 dénotent une bonne connaissance des groupes résistants les plus importants de zone sud et attestent qu'il avait rencontré certains de leurs dirigeants et obtenu auprès d'eux des renseignements de première main.

³⁶ A.N., BCRA, 3AG2 399, Rapport Bernard reçu par les services britanniques le 23 décembre 1941.

placera lui-même sous le 'Symbole de Gaulle' »³⁷.

Du divorce avec le général de La Laurencie, qui ne se fit pas à l'amiable, subsiste une trace surprenante sous la forme d'une mise en garde publiée par "Combat" en mars 1942:

Avis à nos militants: Depuis plusieurs mois, le général de La Laurencie parcourt la zone libre et prend des contacts avec un certain nombre de personnalités parmi lesquelles certains de nos militants et chefs locaux.

Nous mettons en garde ces derniers qu'il n'existe aucun accord entre le Comité Directeur du Mouvement de Libération Française et le général de La Laurencie. Le Comité directeur sait que bien au contraire il existe entre les buts que l'un et l'autre se proposent des oppositions fondamentales qui ne laissent [*sic*] la place à aucune entente et à aucun compromis. Si le besoin s'en faisait sentir, nous préciserions notre pensée dans un prochain numéro.

En attendant nous prions nos chefs locaux et nos militants de refuser tout rendez-vous que le général tenterait de leur fixer³⁸.

La dénonciation nominative du général de même que la menace à peine voilée de révéler des informations embarrassantes démontrent à l'envi que les dirigeants de Combat ne se considéraient pas comme faisant partie du même camp qu'un La Laurencie qui ne perd pas espoir de coiffer une Résistance devenant, sous sa houlette, indulgente à l'égard de Vichy et hostile à de Gaulle. Or, La Laurencie incarnait le type même de l'attitude qui a vraisemblablement conduit Pucheu à penser qu'il pourrait raisonner et fléchir Frenay et ses amis.

La rupture tonitruante et officialisée avec La Laurencie et le comportement

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Combat*, organe du Mouvement de Libération Française, mars 1942, p. 2. De son côté, *Libération*, dans l'éditorial du numéro 9 en date du 20 mars 1942, s'attaque également à La Laurencie: "Il y a des hommes aux étoiles qui se braquent devant celle du général de Gaulle. Ils voudraient monter leur petite résistance, faire leur 'dissidence d'alcôve', ceux-là sauront que les cœurs seuls comptent et qu'une étoile au ciel nous suffit: ils seront effacés... tant qu'ils n'auront pas compris la grandeur de servir sans ambition et sans décor".

de Frenay face à Pucheu attirèrent l'attention sur un point important: la fusion opérée entre Liberté et Libération Nationale n'a pas seulement consisté en un regroupement d'organisations au départ distinctes. Elle n'a pas seulement donné naissance à un nouveau mouvement, Libération Française, et à son journal, *Combat*. Elle s'est accompagnée d'un processus de radicalisation vis-à-vis de Vichy. Pour comprendre pourquoi, il ne faut pas perdre de vue que cette négociation qui déboucha sur un accord à deux avait été de bout en bout menée à trois. Or, Liberté était devenu à cette époque résolument antivichyste et le troisième partenaire, Libération de zone sud représenté par Emmanuel d'Astier, avait toujours manifesté les plus grandes réticences à l'égard des sentiments que le Mouvement Libération Nationale nourrissait envers Vichy. A cet égard, l'affirmation de Frenay en octobre 1942, selon laquelle d'Astier n'avait pu participer à la réunion décisive de décembre 1941 "pour des raisons indépendantes de sa volonté", est une manière délicate de taire la lourde suspicion de Libération à l'endroit de Frenay, soupçonné de ménager Vichy. Et c'est paradoxalement au moment précis où Frenay donnait des gages sérieux de sa détermination en s'associant très fermement à la rupture avec La Laurencie que d'Astier et ses amis doutaient de la solidité politique et idéologique de son opposition au régime de Vichy. Cette suspicion remontait à l'été 1941 et s'était nourrie de la lecture des publications du Mouvement Libération Nationale en même temps que des conversations qui avaient été conduites depuis lors. Est-il bien utile de préciser que la nouvelle des entretiens Frenay-Pucheu n'assainit pas le climat? "Nous espérons toujours obtenir cette fusion, lorsque les pourparlers que j'eus en février 1942 avec M. Pucheu et le Directeur Général de la Sureté interrompirent toute possibilité d'entente"³⁹.

A distance, on peut penser qu'outre des arrière-pensées assez compréhensibles - l'organisation Frenay n'allait-elle pas phagocyter Libération? -, d'Astier et ses amis ont sous-estimé la profondeur et la réalité de la mutation opérée par Henri

³⁹ A.N., BCRA, 3AG2 377 Londres, le 1^{er} octobre 1942. Source: NX.02/Frenay/. "Le

Frenay entre 1940 et 1941, et très singulièrement entre août et décembre 1941. Il est vrai que la consultation des avis donnés en ce mois de janvier 1942 sur l'orientation et les attaches de Frenay par ceux-là mêmes qui venaient d'accepter de fusionner avec lui dans une seule et même organisation démontre que le doute rôdait en même temps qu'elle laisse aujourd'hui pantois:

... De Roger Stéphane: ... "Libération Nationale" est un mouvement de militaires et de gens de droite; tendances très différentes de "Liberté"; peu nombreux, dont le caractère réactionnaire rend difficile la fusion avec "Libération". ... - De de Menthon: Il est exact que Frenet (*sic*) est très suspect de rapports avec l'E[tat].M[ajor de l'].A[rmée]. La situation n'est pas absolument claire à cet égard et exige quelques précautions. On doit, tout du moins, penser que l'EMA est entièrement au courant de tout ce qui concerne son mouvement. Il est juste d'ajouter qu'il doit bien en être de même pour ce qui concerne le nôtre. Il est exact que tout peut s'expliquer par le fait des relations de camaraderie de Frenet dans l'EMA et de son recrutement en officiers.

Il est de fait que cette question soulève de graves problèmes pour la fusion, d'autant que l'opposition des tendances politiques entre Frenet et d'Astier incite le mouvement de ce dernier à tirer parti de cet argument⁴⁰.

Même tonalité dans un rapport faisant le point sur "la situation de Liberté au mois de janvier 1942":

La fusion avec "Libération" et "Libération Nationale" théoriquement réalisée le 12 décembre 1941 est toujours l'objet de conversations dues, semble-t-il, à l'opposition de "Libération" (CGP) par rapport à "Libération Nationale" et aux accusations formulées à l'encontre de Frenet (dépendance par rapport à FE.M. de l'Armée)⁴¹.

Mouvement 'Combat'".

⁴⁰ A.N., BCRA, 3AG2 377.

⁴¹ A.N., BCRA, 3AG2 377, Pièce 4: BCRAM/SR, N° 916 D/BCRAM-R, Source: PIERRE,

Quant à Jean Moulin, arrivé seulement quatre semaines plus tôt, il avait déjà été informé des liens qu'on prêtait à Frenay puisqu'il affirmait: "... Frenet peut, en effet, être suspecté. Je dois le voir demain (28 janvier 1942). Je compte que la question budget me donnera des moyens de contrôle"⁴².

Cette brassée d'opinions émises par des gens qui ignoraient pourtant tout alors des négociations entamées par Frenay avec Rollin et *a fortiori* de l'éventualité d'une rencontre Frenay-Pucheu permet de mesurer le trouble qui s'empara de beaucoup quand la nouvelle en fut connue. Le fait demeure cependant: les liens de proximité - à la fois idéologique et quasiment institutionnelle - établis entre le groupe Frenay et certains éléments de Vichy n'ont pas survécu au premier processus d'unification qui s'est déroulé dans le deuxième semestre de l'année 1941. De ce point de vue, la rencontre Frenay-Pucheu fut un épiphénomène qui témoignait bien davantage de l'état d'esprit passe du premier que de sa volonté de travailler en bonne intelligence avec Vichy.

Ajoutons que l'arrivée de Jean Moulin ne put qu'inciter Frenay à parachever cette évolution. Mais à nos yeux le tournant décisif se situe, répétons-le, dans les derniers mois de 1941. Ce qui revient à dire que la rupture de Combat, c'est-à-dire de Frenay en l'occurrence, avec Vichy ne doit pas être datée, comme on l'a dit souvent en s'appuyant sur le dépouillement du journal *Combat*, du mois de mars 1942.

Y a-t-il eu de la part de certains cercles participant au pouvoir à Vichy une tentative de ce qui eût constitué une manière d'OPA sur la Résistance en train d'émerger? L'hypothèse ne peut être totalement écartée. En mai 1942,

Londres, le 7 mars 1942, "Organisation de 'LIBERTE' au mois de novembre 1941" (2 pages), p. 2. Le dossier Méténier, cité *supra*, renferme des notes datées des 13 août, 13 septembre et 18 octobre 1941 indiquant que le PSF aurait noyauté à Lyon *les Ailes françaises* et citant notamment comme membres responsables du groupe les noms de Albrecht, du colonel Bernard, de Chevance, etc. L'infiltration de Libération Française par des hommes du CIE ne fait donc pas de doute et confirme la justesse des craintes exprimées par les chefs des autres groupes résistants au tournant de 1941-1942.

⁴² A.N., BCRA, 3AG2 377.

d'Astier tint à signaler à ses interlocuteurs de la France Libre que, quatre mois plus tôt, en janvier,

il a[vait] eu un contact avec un officier de marine qui [était] venu lui dire que toute la résistance se groupait et devait se grouper derrière Darlan. ... L'officier de marine avait d'ailleurs ajouté: "Surtout, ne cessez pas vos attaques de presse clandestine contre Darlan", et il avait ajouté: "N'ayez pas d'armes..."⁴³.

D'Astier lui-même faisait le rapprochement avec l'entrevue Frenay-Pucheu: "Pucheu a agi de même avec la fraction de Combat, branche ex Libération Nationale"⁴⁴. Dans le rapport qu'il avait voulu faire parvenir à la France Libre, rapport reçu par les services britanniques le 23 décembre 1941 et non transmis à qui de droit, le chef de Libération relatait l'arrestation de François de Menthon, numéro un de Liberté, et ses suites:

son chef (de Menthon) est conduit à Vichy, au bureau du colonel Rollin, chef de la police politique de l'amiral Darlan. Le colonel l'assure de la bienveillance de l'amiral vis-à-vis des groupes de résistance, et affirme que l'amiral joue un double jeu, mais qu'il demeure anti-boche. Pour appuyer cette assertion, on laisse de Menthon en liberté provisoire malgré la gravité des charges retenues contre lui⁴⁵.

En somme, d'aucuns à la tête d'un régime de Vichy qui ne "fut pas d'une pièce"⁴⁶ ont probablement pensé à sonder les cercles résistants qu'ils eurent l'occasion d'approcher. Il se trouve que si maréchalisme et pétainisme n'avaient pas été absents de la résistance des premiers temps, la donne était totalement différente au tournant de 1941-1942. La résistance des pionniers était alors

⁴³ A.N., BCRA, 3AG2 399, Rapport verbal de M. Bernard à M. Pleven, 20 mai 1942.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ A.N., BCRA, 3AG2 399, Rapport Bernard reçu par les services britanniques le 23 décembre 1941.

⁴⁶ Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, cit, p. 323.

largement hors de l'emprise idéologique de Vichy. Certes, la situation se présentait alors différemment en zone sud, où la mutation était en grande partie achevée, et en zone nord où l'analyse sur Vichy semble avoir évolué plus lentement compte tenu du fait qu'elle entravait beaucoup moins les capacités d'agir⁴⁷. Reste un fait: parmi les nombreuses difficultés qui se dressèrent sur le chemin des premiers résistants, l'hypothèque Vichy ne fut pas la moindre. En même temps, elle mit les groupes qui se frottaient les uns aux autres en demeure de clarifier leurs positions et, si possible, de les harmoniser. Ce travail se fit dans le sens d'une prise de distance radicale avec Vichy. En sorte qu'à l'arrivée des premiers émissaires dûment mandatés de la France Libre, cet écueil était en grande partie surmonté. La question souvent évoquée de l'adhésion des mouvements au gaullisme doit aussi se mesurer à cette aune.

La question n'était pas close pour autant. Qu'elle fût d'origine d'abord institutionnelle (comme dans le cas de l'armée), ou qu'elle associât étroitement fidélités institutionnelles et idéologiques (comme dans le cas des groupements clandestins agissant dans l'ombre de l'Etat français), l'hypothèque Vichy continua à peser longtemps sur la Résistance.

II. L'hypothèque institutionnelle: l'armée déstabilisée

La question de la contribution des militaires à la lutte contre l'occupant fiat posée dès la guerre par les acteurs eux-mêmes, tant elle mettait avec acuité en évidence les tensions internes à la Résistance et la complexité des engagements. Depuis lors, la question, récurrente à défaut d'être renouvelée, n'est pas tranchée. C'est qu'elle demande de prendre en compte avec précision deux paramètres clés; les objectifs poursuivis et les modalités d'action, d'une

⁴⁷ Olivier Wieviorka, *Destins*, cit., pp. 296-300, analyse, par exemple, ce qu'il appelle "le faux pas giraudiste" de Défense de la France et situe "la levée de l'hypothèque giraudiste" au

part; la chronologie et la détermination du moment où la limite est franchie, d'autre part.

1. *Clandestinité ou résistance?*

Dans son journal de guerre, le colonel Pochard résumait, à la mi-juillet 1940, les contradictions des éléments les plus avancés de l'armée défaite, en citant l'instruction du général Frère, encore commandant de la 12^e région de Limoges:

de sauver dans toute la mesure du possible l'équipement militaire, de le mettre en état et de le stocker; avant de quitter l'armée, de jeter les bases des associations régimentaires, de placer à leurs têtes des chefs actifs, d'établir des archives permettant de connaître et de retrouver les véritables anciens combattants, la démobilisation de l'armée ne signifiant pas sa liquidation, et, également, "d'éduquer la jeunesse et de l'orienter dans le sens national"⁴⁸.

La place de l'armée dans le nouveau régime, les objectifs idéologiques qu'il affichait et la naissance de la Légion entretenirent le flou. Parmi les diverses structures hiérarchiques, ce fut dans l'Etat-major de l'Armée qu'on trouva le plus de soutiens à des actions officieuses sinon clandestines.

C'était le cas au 1^{er} Bureau, où le colonel Zeller, sous-chef puis chef du dit Bureau, joua un rôle majeur, aidé de son adjoint, le lieutenant-colonel Pfister. Le lieutenant Mollard en dépendait, qui était en charge de la "Conservation du matériel" (CDM), rebaptisée plus tard "Camouflage du matériel". Pour le matériel, il pouvait s'appuyer sur le ministère des Finances, et des camions militaires étaient cédés en nombre par contrats fictifs à des compagnies privées. Ainsi, dans la XV^e Région militaire, 18 "Sociétés XV" furent créées, et des

printemps 1943.

⁴⁸ Journal du colonel Pochard, 15 juillet 1940, archives du CH2GM, cité par Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1962, p. 446.

officiers furent mis à leur tête; elles reçurent 3720 véhicules. Il en alla de même du camouflage des armes, mais il semble que cette réaction logique n'ait pas été partagée par tous, en particulier par les autorités centrales. A lire le journal du général Halder, la commission allemande de contrôle qui prit ses fonctions en août 1940 fut très satisfaite de l'ampleur que prit la remise d'armes et de matériel, même si, bien entendu, le camouflage connut une tout autre ampleur en Afrique du Nord, et dans une certaine mesure en zone sud comme le confirmèrent, dans ce dernier cas, les découvertes de l'armée allemande au printemps 1943⁴⁹.

Chef du 3^e Bureau, le colonel Touzet du Vigier fut à l'origine des "Groupes d'autodéfense" (GAD), rattachés à la section Etudes. Le témoignage du capitaine Dullin, en poste à Toulouse, permet cependant d'en cerner les limites. Officier d'active, perdu dans une garnison du centre de la France, il décida, dans l'hiver 1940-41, d'écrire un rapport sur l'organisation d'une Cinquième colonne en

France. Le rapport fut transmis par la voie hiérarchique, et la réponse fut sans appel: ordre fut donné de le brûler. Toutefois, son chef de corps le transmit à des chefs plus compréhensifs et il se vit convoqué à Vichy. Le 3 février 1941, il fut ainsi reçu par du Vigier, qui lui confia l'organisation des GAD dans le sud-ouest. L'essentiel du travail tint dans les renseignements qui purent être glanés et dans les contacts établis à travers la ligne de démarcation. Ce qui aurait dû être l'action la plus spectaculaire fut préparé en août 1941: il s'agit de saboter l'écluse centrale du Bassin à flots de Bordeaux, où se trouvaient une vingtaine de sous-marins italiens; cependant, précise Dullin, comme l'explosif utilisé n'aurait pas provoqué de dégâts définitifs, et comme Ton craignait L'exécution d'otages (après la vague d'exécutions d'octobre), l'action n'eut pas lieu. Le bilan fut maigre, au total, comme il le fut à l'échelon national, même si des liens furent tissés avec l'Intelligence Service et des réseaux français et si

⁴⁹ Voir Robert O. Paxton, *Parades and Politics at Vichy. The French Officers Corps under*

l'on trouva dans ces groupes les cadres de la futur OMA. En raison de la traque de la police de Pucheu et, plus encore, des réticences de l'EMA en la personne de Picquendar, les officiers GAD durent se disperser en février 1942. Dullin conclut: "si GAD avait trouvé tous les échos qu'il était en droit d'attendre, nous l'aurions vu s'étoffer très vite et finalement, rien n'aurait pu l'arrêter. Ce mouvement ayant à sa tête l'Etat-major de l'Armée aurait pu mettre à sa vraie place et dans sa véritable et immuable mission, l'armée active"⁵⁰. Les réactions du premier chef de la section Etudes est symptomatique. Clogenson connaissait bien Frenay et lui remit ses premiers émetteurs radio, mais il se sépara de lui au début de 1942 car "inclinant vers le Gaullisme, Frenay (se refusait) à prêcher la résistance au nom du Maréchal"⁵¹.

Frenay était au Deuxième Bureau de l'EMA, quand il quitta l'armée en janvier 1941. C'est là que se situait un autre pôle important d'activité officieuse, avec le Service de renseignements (SR) de Perruche et Baril, le Contre-espionnage (CE) de Paillote et les Bureaux des Menées antinationales de D'Ales. On connaît le discours officiel de Paillote: le SR avait pour tâche de mobiliser les moyens de l'ancien Cinquième Bureau contre l'Allemagne, le CE était camouflé à l'origine derrière un organisme travaillant pour le Génie rural (Société d'entreprise de travaux publics, ou TR) et devait neutraliser l'action des Services de l'Axe, tandis qu'une façade officielle et pourvoyeuse de fonds était nécessaire, avec le Service des Menées antinationales, disposant dans chaque Division militaire de BMA⁵². Les BMA furent créés le 25 août 1940 avec l'autorisation allemande, dans la mesure où ils avaient pour fonction de contrebattre toutes actions subversives. Mais s'il est incontestable que les BMA couvrirent le repérage et l'arrestation d'agents de l'Abwehr, la présence d'un

Marshal Petain, Princeton, Princeton University Press, 1966.

⁵⁰ Capitaine Dullin, "Souvenirs de la Résistance", A.N., dossier ORA, 72AJ66.

⁵¹ Clogenson cité par le colonel de Dainville, *L'ORA. La résistance de l'armée (Guerre 1939-1945)*, Paris, Lavauzelle, 1974, chap. 2.

⁵² Colonel Paillote, "Résumé de l'action des services de contre-espionnage militaire français de juillet 1940 à novembre 1944", A.N., 72AJ82. Il signale également le SR de l'Air du colonel

officier des BMA dans chaque unité rendait très aléatoire l'expression d'opinions discordantes, singulièrement gaullistes, et la lutte contre les communistes fut bel et bien menée. Au total, l'action des uns et des autres, et les contacts de plus en plus étroits pris avec les services secrets alliés, inquiétèrent les Allemands comme les tenants à Vichy d'une stricte neutralité. En mars 1942, Rivet, Baril et d'Ales furent relevés, et le SMA fut remplacé par un Service de Sécurité Militaire (SSM), à la tête duquel fut cependant nommé Paillole.

Un dernier service joua un rôle très important, sous la houlette de René Carmille qui put utiliser les ressources du Service national des statistiques. Dans l'hiver 1941-1942, aide de Pierre Jacquey, détaché de l'EM dans ce but, il établit un fichier de 220 000 noms avec localisation en zone sud, et les repartit par unités fictives dans la perspective d'une mobilisation. Les Allemands s'en doutèrent et, même s'ils ne purent jamais mettre la main sur les cartes de mobilisation, ils arrêtèrent Carmille le 3 février 1944, qui mourut en déportation. Mais comme le résume Robert Paxton, au-delà des individus et de leurs motivations, ce n'était pas un dispositif pour une mobilisation clandestine, "c'était un dispositif clandestin pour accélérer une mobilisation ouverte au cas où une opportunité se ferait jour"⁵³.

Il est clair que la difficulté majeure tenait dans le comportement et les objectifs des diverses instances de tutelle. La multiplication de ces instances officieuses doit interroger sur le comportement des ministres et de l'EMA. Au procès Pétain, le premier chef de l'EMA, Picquendar, souligna que le soutien des responsables politiques fut "plutôt timide, plutôt réticent". On sait que si Weygand se préparait à la revanche, il refusait toute dissidence, et son comportement ultérieur confirma ces limites. Huntziger, bien que germanophobe, voyait d'un mauvais œil toute action clandestine; ainsi des

Rollin, qui s'est constitué hors de la tutelle du SR-Guerre.

⁵³ Paxton, *Parades and Politics*, cit., pp. 294-295.

CDM de Mollard quand il en eut connaissance. Curieusement, comme le confirme son journal, le général Bridoux, qui joua un rôle décisif auprès de Laval dans la faillite de l'armée d'armistice en novembre 1942, se montra plus serein quand il apprit l'existence de stocks clandestins⁵⁴.

La situation ne fit donc qu'empirer, mais des Huntziger les objectifs furent clairs et les limites posées. Dans une note du 21 septembre 1940, il demanda à l'armée d'être au service de la Révolution nationale et d'être un support privilégié de la propagande officielle. Plus significative peut-être, une note du 19 octobre précisait le comportement à tenir en cas d'invasion allemande de la zone sud et même de saisie des armes:

exécuter en déclarant qu'on cède à la force et aux ordres donnés par le Gouvernement afin d'éviter toute effusion de sang. [Mais adopter] une attitude de résistance morale empreinte d'ordre, de discipline et de dignité et éviter surtout à tout prix tout ce qui ressemble à une fuite, [rassembler] les unités dans le plus grand ordre et rester initialement sur place⁵⁵.

L'appareil spécialisé central était complexe. *A priori* l'EMA couvrait les actions officieuses, voire clandestines, même si Verneau, qui succéda à Picquendar en juin 1942 à sa tête, se montra plus incisif. L'un et l'autre durent affronter, cependant, un concurrent moins bien disposé, l'état-major de la Défense nationale, "où le climat était sensiblement différent", note Zeller. Mais, comme rien n'est jamais simple, auprès de Darlan, l'EMA pouvait compter sur le relais de Revers, d'abord sous-chef d'état-major de Darlan, ministre de la Défense nationale puis chef de cabinet de Darlan ministre de la Guerre (à la mort d'Huntziger), enfin, chef d'état-major de Darlan, commandant en chef des Forces militaires, après le retour de Laval. Il est

⁵⁴ Journal de Bridoux, A.N., 6 août 1942.

⁵⁵ Note d'Huntziger, 19 octobre 1940, arch. Revers, citée par de Dainville, *L'ORA*, cit., p. 9. La note du 21 septembre est citée par Christian Bachelier, « L'Armée », in J.-P. Azema et F. Bédarida (dir.) (avec la collab. de D. Peschanski et H. Rousso), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992.

symptomatique que Zeller se montra très surpris quand il apprit de Verneau que Revers prendrait à sa suite la direction de l'OMA s'il était arrêté.

Mais c'est avant tout dans la culture militaire qu'il faut chercher les principaux obstacles à l'engagement dans une action de résistance, comme le confirmèrent aussi bien les réticences du début que l'engagement derrière Darlan et Giraud qui suivirent. Sorti de Saint-Cyr en 1938, Montangon résume bien la difficulté que rencontrèrent ces officiers:

Qui donc parmi mes camarades aurait pensé que deux ans seulement après leur sortie de l'Ecole se poserait, pour bon nombre d'entre eux, cette grave question: où est mon devoir? Ce qu'aucun officier pratiquement ne s'était demandé depuis la création de l'Ecole en 1903⁵⁶.

La réponse pouvait sembler d'autant plus délicate que la discipline et le respect de la légalité étatique étaient consubstantiels à la culture militaire, plus encore après les traumatismes du début du siècle. Il était donc clair, pour la plupart des officiers, que le devoir n'était pas du côté de la "dissidence", ou du combat clandestin de civils en marge de l'Etat. On retrouve la responsabilité majeure de l'Etat français qui imposait une double transgression à ses fonctionnaires ou para-fonctionnaires tentés par la lutte contre l'Occupant: franchir le pas de la résistance et désobéir à son autorité de tutelle. C'est banalité que de dire que la situation n'était en rien clarifiée par la présence d'un militaire, et quel militaire!, à la tête du dit Etat. La prestation de serment vint amplifier le loyalisme naturel envers le régime et son chef.

Si l'on insiste sur la logique institutionnelle et sa prégnance, on doit aussi prendre en compte les présupposés idéologiques. La plupart des officiers partageaient le projet idéologique de l'Armée d'armistice, que Christian Bachelier a synthétisé en quatre traits: "la réforme intellectuelle et

⁵⁶ Souvenirs de Montangon, cités par Christian Bachelier, « L'ORA et la lutte armée », in *La Résistance et les Français*, colloque de Besançon, juin 1995, dactyl, [colloque paru sous le titre *La Résistance et les Français: lutte armée et maquis*, François Marcot (dir.), Besançon,

morale" de Renan (relue par Maurras), qui renvoie au modèle prussien de régénération après la défaite face à Napoléon, "la seule France" de Maurras, qui demande de se tenir à l'écart de la guerre, l'idéal communautaire" qui inscrit l'Armée parmi les corps intermédiaires structurant la nouvelle société (modèle organiciste), et "le rôle social de l'officier", cher à Lyautey, qui donne au militaire une fonction politique et morale, au cœur de la cité. Le tout s'appuyait sur un solide anticommunisme qui n'était pas le moindre obstacle à l'engagement dans le combat. Dans un rapport qu'il transmet en janvier 1942 au cabinet militaire de Pétain, Baril lui-même s'interrogeait sur le devenir de l'Afrique du Nord puisque la situation semblait évoluer rapidement au détriment des Allemands. Au cas, dit-il, où les événements se précipiteraient et si la France était évacuée des soldats allemands rejoignant en désordre leurs foyers, le danger ne viendrait pas tant d'une "Russie rouge" aujourd'hui affaiblie par les épreuves de la guerre, que, dans chaque pays d'Europe occidentale, du "microbe communiste qui, à la faveur du mauvais état général consécutif à la guerre, peut prendre une soudaine virulence. La crainte de l'Allemand disparue, des troubles très graves peuvent éclater dans la zone précédemment occupée"⁵⁷.

Ce rapport est là également pour montrer que la situation n'était pas pour autant figée et que, par comparaison avec l'opinion générale et son évolution, il faut insister tout spécialement sur la situation sur les divers fronts. Il en est ainsi de la mondialisation de la guerre. Pour le front de l'Est, au moment où les troupes allemandes piétinaient devant Moscou, c'est le modèle napoléonien qui semblait s'imposer, d'autant que l'entrée en guerre des Etats-Unis semblait ouvrir de nouvelles perspectives. Mais quand, à la fin du printemps 1942, les Allemands multiplièrent les contre-offensives victorieuses sur tous les fronts, le modèle fut envoyé aux oubliettes, comme

Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1996).

⁵⁷ Rapport de Baril au cabinet militaire de Pétain, arch. Baril, cité par de Dainville, *L'ORA*, cit, p. 24.

la volonté de s'engager plus avant dans le combat.

Les aléas des troupes françaises intervinrent également au premier chef. On sait aujourd'hui que Mers-el-Khebir ou Dakar pesèrent de peu de poids dans l'évolution de l'opinion française; il en alla tout autrement pour les officiers français dont ces événements vinrent nourrir et conforter anglophobie et antigaullisme. La Syrie fut un épisode ambigu, qui joua finalement contre Vichy car la question était posée de son engagement auprès des Allemands. Le retour de Laval ne put qu'accroître les réticences. Un rapport du BCRA date du 4 juin 1942 traduit cette situation. Il diagnostiquait un élargissement des fissures au sein de l'appareil militaire; au côté des collaborateurs, il se trouvait de plus en plus d'officiers à souhaiter la défaite de l'Allemagne et prêts à se sentir déliés de leur serment envers Pétain si un chef nouveau se mettait à leur tête⁵⁸.

2. Novembre 1942 ou le moment de vérité

Avec les événements de novembre 1942 vint le moment de vérité. Les états-majors avaient élaboré une série de scénarios, des plans opérationnels dans lesquels les diverses modalités de l'action officieuse menée jusque-là s'inséraient. Les papiers de Lattre signalent tout au moins des perspectives claires, à lire une lettre de Verneau à de Lattre, sous la signature d'Olleris, peu après le départ de Picquendar: "Le 3^e Bureau étudie depuis longtemps les dispositions à prendre pour réoccuper Paris au cas où les forces allemandes étaient amenées à évacuer la France ... J'ai finalement décidé de vous designer pour commander l'armée chargée du mouvement sur Paris ..." ⁵⁹. Effectivement les plans mis au point par l'équipe de Touzet du Vigier, quand il était chef du 3^e Bureau en 1941, reposaient sur l'hypothèse d'un

⁵⁸ Rapport du BCRA du 4 juin 1942, "Armée et action militaire. Les formations militaires de Vichy", A.N., F1A 3729, cité par Christian Bachelier, « L'Armée », cit.

⁵⁹ Lettre de Verneau à De Lattre, cité par Paxton, *Parades and Politics*, cit., pp. 294-295.

débarquement anglo-saxon sur la côte méditerranéenne.

Les scénarios concoctés en Afrique du Nord en liaison avec le représentant américain, Robert Murphy, sont plus connus. Ce dernier avait entamé des discussions avec Weygand, que ce dernier avait rompues en mai 1941. L'engagement américain dans la guerre, on l'a dit, changea les données, et de nombreux officiers prirent contact avec Murphy, comme il l'indique dans ses rapports. L'été suivant, il savait pouvoir compter sur deux militaires importants qui étaient les généraux Charles Mast, chef du staff du commandant des troupes en Algérie, et Emile Bethouart, commandant de la division de Casablanca.

Au bout du compte, les plans de l'Etat major, même les plus hardis, étaient fondés sur un double postulat: l'engagement de l'armée dépendait strictement d'un débarquement des forces alliées sur le sol métropolitain, et la revanche nécessaire passait par une régénération morale intérieure à laquelle l'armée prenait sa part en dissimulant armes et matériel.

Il est inutile de revenir ici sur l'épisode bien connu de la résistance des armées françaises au débarquement en Afrique du Nord, si ce n'est pour citer rapidement le résumé que donna Murphy d'une conversation avec le général Juin le 5 juin 1942:

The gist of his conversation was that he has orders to defend French Africa against all comers, but he hopes the provocation will come from the Germans. In that case, he will ask our aid. But we should not make the mistake of attacking because he would be obliged to give orders to oppose our force⁶⁰.

Zeller a laissé un récit des réactions de l'EMA en métropole. Dans la soirée du 9 novembre, en effet, accompagné par une partie de cet EMA, dont Zeller, le général Verneau quittait clandestinement Vichy pour s'établir dans une ferme à

⁶⁰ *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers. 1942*, vol. II, *Europe*, US Government Printing Office, Washington D.C. 1962, p. 425.

une quarantaine de kilomètres, où il installait un poste clandestin, après avoir donné l'ordre aux corps de troupes des différentes régions de zone sud de quitter leurs garnisons et de se regrouper ailleurs. Il avait ordonné au reste de l'EMA de se disperser en cas d'arrivée des Allemands, et de se regrouper à Mende. Erreur de prévision: le 10 novembre, les Allemands ne franchissaient pas encore la ligne de démarcation, et le général Bridoux ordonnait à Verneau de réintégrer Vichy. Ainsi fut fait. Dans le même temps, il envoyait des émissaires dans toutes les régions pour annuler les ordres antérieurs et enjoindre donc aux garnisons de rester sur place. L'ordre était exécuté, sauf par de Lattre, cependant bientôt neutralisé. Vinrent la démobilisation de force, la dissolution de l'Etat-major et le sabordage de la flotte de Toulon⁶¹.

Le bilan n'était pas réjouissant: l'armée était légalement et moralement démobilisée, y compris parmi les officiers attachés à une revanche. Après la neutralisation précoce des GAD, les CDM montraient leurs limites, puisque les Allemands mettaient la main dès les premiers mois sur l'essentiel du matériel dissimulé, dont une très maigre partie aboutit à la Résistance⁶². Quant à l'image que donnait l'armée, cette nouvelle humiliation de la dissolution et de l'inaction creusait le fossé entre la population et "son" armée. Un chef de poste des services spéciaux, en service dans le midi, écrivait le 29 novembre 1943:

Je crois qu'il serait opportun que le général Giraud ou un chef connu s'adresse par radio au corps des officiers et leur apporte quelques paroles d'encouragement. ... Le corps des officiers n'a jamais été aussi méprisé qu'en 1943. Pour les uns, les officiers sont responsables de la défaite de 1940, pour les autres, ils sont responsables de l'occupation totale et de la démobilisation de l'Armée⁶³.

⁶¹ Témoignage de Zeller, A.N., 72AJ82.

⁶² Sur les 3720 véhicules dissimulés dans la XV^e région militaire, par exemple, seuls 134 furent effectivement utilisés par des unités de la Résistance (cf. *supra*). Cf. également Laurent Douzou, *La désobéissance*, Paris, Odile Jacob, 1995, pp. 202-203.

⁶³ Rapport d'un chef de poste des services spéciaux, 29 novembre 1943, cité par de Dainville, *L'ORA*, cit, p. 116.

La faillite de novembre 1942 et les contradictions qui ont présidé aux actions souterraines menées sous la houlette d'une partie de l'EMA expliquent aussi bien la disponibilité de certains officiers supérieurs pour le saut dans la clandestinité que la lenteur de la mise en place de l'Organisation Métropolitaine de l'Armée (OMA). Zeller en témoigne, qui montre l'impérieuse nécessité de garder le contact avec les officiers congédiés. Il raconte comment, aide de Pfister du même 1^{er} Bureau, il prit bientôt la route des régions pour tisser les liens de l'organisation clandestine qui naissait. Les généraux Olleris et Gilliot complétèrent le dispositif, assistant Verneau (passé en février 1943 en zone occupée) dans la direction des opérations. Grace à Lejeune, des contacts étaient tissés avec des mouvements de zone Nord et avec Londres, où il fut reçu avec tous les égards par Buckmaster. "En revanche, il n'eut pas le même succès auprès du BCRA", précise Zeller. Avec un capitaine français et un officier britannique, il revint en France en mars et fit le tour de la zone Sud avec Zeller et Pfister. En parallèle, Verneau disposait d'une pièce maîtresse auprès de Darlan, avec le général Revers. Frère fut arrêté en juin 1943, puis Verneau en octobre, avec Cogny le responsable zone Nord, et c'est donc le général Revers qui prit le relais de ce qui prit bientôt le nom, début 1944, d'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA).

Après guerre, Cogny résumait en ces termes l'état d'esprit dans lequel, pour la plupart, ils se trouvaient alors: "Nous n'étions rien d'autre que l'Armée. Nous servions dans la clandestinité comme d'autres servaient au grand jour et en uniforme. Nous devions en somme jouer dans cette armée le même rôle que l'armée d'active dans l'armée mobilisée"⁶⁴. C'est là une conviction sans cesse répétée qu'ils étaient toujours des officiers en service. L'obsession de la légalité continuait à les habiter, et c'est en toute logique qu'ils soutinrent Giraud, qui les considérait effectivement comme des officiers en

⁶⁴ Lettre de Cogny à Revers, 8 avril 1947, papiers Revers, cité par Bachelier, « L'ORA et la question de la lutte armée », cit

service⁶⁵.

Les contacts de l'OMA avec les résistances intérieure et extérieure confirment quelle hypothèque a représenté Vichy. Si les Allemands purent se saisir du matériel caché par le CDM, c'est en particulier parce que l'armée refusa de les livrer à l'AS dans des négociations qui ne reprirent qu'en mars à la demande de Giraud. Mais, que les contacts fussent difficiles, comme avec le Front national ou le BCRA, ou qu'ils fussent aisés, comme avec l'OCM ou le MNRPGD et Uriage, ils dessinent bien les contours d'une résistance de droite et partageant nombre de valeurs avec le régime. Avec tous, cependant, l'OMA tint le même discours, à savoir que l'organisation se fixait des objectifs strictement militaires. Les contacts avec l'AS varièrent avec le temps, mais Delestraint se plaisait à recruter de préférence des officiers de l'ancienne armée d'armistice pour l'encadrement de ses troupes, ce qui déplaisait singulièrement à Frenay⁶⁶. C'est encore à Frenay qu'on doit un jugement sévère sur ses anciens camarades, dans un rapport personnel où il s'exprimait souvent, cependant, au nom des MUR:

Il est hors de doute que des agents du général Giraud sont arrêtés en France ces temps derniers et sont entrés en contact avec les anciens chefs de l'armée. Il est également certain, et nous en avons maintes preuves, que les officiers vont tenter de reconstituer autour d'eux leurs unités. Il est même une région où ces chefs et les nôtres se sont mis d'accord pour exécuter le même plan d'opérations, je veux dire le nôtre.

Je ne pense pas qu'il faille attendre des résultats importants de ces tentatives. En effet, les officiers sont extrêmement surveillés par les polices allemandes et françaises. Ils manquent de l'expérience de la clandestinité.

⁶⁵ Voir dans ce sens les directives de Giraud en date du 12 juin 1943, A.N., 3AG2 374 Giraud.

⁶⁶ On notera cependant que le biographe du général Delestraint (François-Yves Guillin, *Le général Delestraint. Premier chef de l'Armée Secrète*, Plon, Paris 1995) réfute vigoureusement cette assertion de Frenay. Il y voit l'une des manifestations de la rancœur de Frenay à l'égard du général Delestraint qui entendait bien, avec l'appui de Jean Moulin, être le chef effectif de l'Armée Secrète.

Cette tentative ne semble pas devoir avoir plus de chance que la mobilisation camouflée tentée par l'Etat-major de l'Armée avant l'occupation de la zone libre⁶⁷

3. *L'opportunité Giraud*

Sans qu'il soit utile de revenir sur la longue préparation qui permit l'évasion spectaculaire du général Giraud, on retient simplement le rôle du 2^e Bureau de l'EMA, la réalisation par des Alsaciens liés aux GAD, du moins à ce qu'il en reste, et l'hypothèse qu'avance l'historien Christian Bachelier, selon laquelle l'armée aurait vu la une carte de rechange alors même que se profilait le retour de Laval au pouvoir. Mais quand Giraud arriva à Vichy, le 26 avril 1942, Laval était aux commandes depuis une huitaine de jours.

C'est en toute logique que Giraud prit ses premiers contacts clandestins avec les militaires, après son audience avec le maréchal Pétain. Il fut alors mis au courant des diverses activités officieuses des militaires et le capitaine Lejeune fut mis à sa disposition. Ses prises de position officielles ou clandestines et l'action qu'il mena en 1942 peuvent se résumer à un maréchalisme et à un pétainisme affirmés, à une conception de la guerre réduite au tout militaire et à une mise sur la seule carte américaine.

Dans la lettre qu'il adressa à Pétain le 4 mai 1942, et qui lui sera tant reprochée par la résistance intérieure, il proclamait son loyalisme total envers le chef de l'Etat français, légitimant à la fois le régime et la vision d'un maréchal prisonnier de ses ministres, Laval en tête. Dans un "projet d'organisation de la lutte contre l'Allemagne", Giraud prévoyait même que le signal du soulèvement serait donné par Pétain. Dans un lourd dossier mis au point en février 1943, le BCRA revenait en un document destiné à être "montré sous le manteau" (note marginale) sur l'attachement du général Giraud et de son équipe à Vichy; il s'agissait d'un florilège de ses écrits. Il y

⁶⁷ Rapport rédigé par le chef du mouvement Combat, in Documents trouvés dans la valise de Christine Dunoyer, ANTE-3 et AJX 1/31.635, diffusion: 27/12/43, A.N., BCRA, 3AG2 377.

avait le mémorandum du 26 juillet 1940 où il s'attachait à rechercher les causes de la défaite et retrouvait parfaitement la thématique de la Révolution nationale à venir, quand il concluait sa dénonciation du Front populaire ainsi: "Seuls les bistrots sont rois ... Il fallut que l'évidence crevât les yeux pour que la sinistre association qui voit réunis sous la même bannière le bourgeois franc-maçon, le syndicaliste convaincu et le rêveur bolchevique se dissociât"⁶⁸. On retrouve dans le florilège du BCRA le mémorandum du 10 mai 1942, "La situation intérieure" du 1^{er} août et "Accord de principe" du 27 octobre⁶⁹. Plus tard encore, l'anecdote est également connue qui voit Catroux, à la conférence d'Anfa, proposer le texte du communiqué concernant les entretiens avec de Gaulle, et voir Giraud, à l'expression "triomphe des principes démocratiques", interroger son interlocuteur comme suit: "Vous y croyez, vous, aux principes démocratiques?", et d'ajouter "Je préférerais autre chose", Catroux faisant finalement adopter "triomphe des libertés humaines"⁷⁰. C'est donc en toute logique que Giraud se refusa à prendre en compte la dimension politique et idéologique de la guerre où il s'était engagé. On en trouve encore la trace dans ses mémoires d'après-guerre, quand, évoquant l'insistance de Monnet à lui voir affirmer publiquement son attachement aux principes démocratiques et abolir la législation discriminatoire visant les Juifs d'Afrique du Nord, il garda de ce premier entretien un « souvenir pénible [car] ce qui m'importait par-dessus tout était le réarmement de la France »⁷¹. Pour cela il semblait pouvoir compter sur la carte américaine. C'est le sens de sa rencontre avec un représentant de l'ambassade dans la forêt de Randan des juillet 1942, ou des contacts réguliers avec Robert Murphy, le mentor de la diplomatie américaine en Afrique du Nord, via Lemaigre-Dubreuil et le général Mast,

⁶⁸ Document adressé à Boris (date information: 14 février 1943; date réception: 25 juin 1943; date diffusion: juillet 1943), A.M., BCRA, 3AG2 374 Giraud.

⁶⁹ *Ibid*

⁷⁰ "New York Times", 17 juillet 1983, cité par André Kaspi, *La mission de Jean Monnet à Alger mars-octobre 1943*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1971, p. 46.

⁷¹ Henri Giraud, *Un seul but, la victoire*, Paris, Julliard, 1949, p. 119.

jusqu'aux accords Murphy-Giraud d'octobre (échange de lettres des 19 et 27). Stratège militaire limité, Giraud crut jusqu'au dernier moment à un débarquement sur la cote méditerranéenne, et n'apprit qu'au dernier moment les objectifs de l'opération Torch. Anglophobe patenté, il exigea que le sous-marin qui le mènerait finalement en Algérie fût américain. Médiocre stratège politique et moralement atteint, il céda là-bas devant la réticence des officiers généraux et la présence surprise de Darlan, en conseillant aux Américains de négocier avec ce dernier, les obligeant ainsi à revoir leur stratégie⁷².

Avec Darlan, mais aussi avec Giraud, à Alger "c'est la France de Vichy qui reprend les armes en Afrique pour libérer la patrie et le chef de l'Etat", pour reprendre la forte et synthétique formule de Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Les choses sont suffisamment connues pour qu'on ne s'y arrête plus si ce n'est pour rappeler qu'après bien des atermoiements Darlan céda à la pression américaine, qu'il signa un "accord temporaire", que la continuité avec Vichy fut affichée jusqu'à la référence qu'il fit à l'acte constitutionnel n° 4 dans l'ordonnance du 16 novembre 1942. La légitimité de l'Etat français fut encore reconnue après l'assassinat de Darlan et la désignation de Giraud comme son successeur par le Conseil impérial. Giraud continua à faire précéder ses actes officiels de la mention: "en l'absence du Marechal empêché"⁷³.

Les rapports avec Vichy et le vichysme se confirment dans l'entourage de Giraud comme dans sa pratique du pouvoir. Les hommes qui l'entouraient étaient des pétainistes résolus. Il en était de même des membres du Conseil impérial qui l'avaient intronisé, ainsi, outre lui-même, Bergeret, Noguès, Chatel et Boisson. Il en était aussi de son équipe rapprochée avant mars 1943,

⁷² Sur cet épisode et sur l'épisode Darlan lire l'analyse détaillée de Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, Paris 1982, pp. 377-411.

⁷³ Voir la thèse de Christine Lévisse-Touzé, *L'Afrique du Nord, recours ou secours, septembre 1939-juin 1943*, Université de Paris 1, 3 vol., 1991.

ainsi des généraux Prioux et Mendigal, ou de Lemaigre-Dubreuil et Rigault, membres du groupe des Cinq qui avaient organisé le complot algérois en liaison avec les Américains. Et que dire de la présence spectaculaire de Peyrouton, le ministre de l'Intérieur de Vichy dans les mois si productifs en législation répressive et discriminatoire de l'automne et de l'hiver 1940-1941. Dans ses voyages d'inspection, le général Prioux se plaisait à répéter que rien n'était changé, sous la houlette d'un maréchal malheureusement prisonnier en métropole, dans l'esprit toujours vivace de la Révolution nationale.

C'est ce même Prioux qui, dans une note du 30 janvier 1943 adressée aux chefs de corps, interdisait aux Juifs l'entrée dans les unités combattantes de l'armée française, leur réservant des unités de pionniers; ne pouvant se targuer du titre d'ancien combattant à la Libération, les Juifs ne pouvaient pas, ainsi, obtenir leur naturalisation. De façon plus générale, plusieurs mois durant la législation antisémite, et singulièrement les interdits professionnels, furent toujours à l'ordre du jour.

Il en fut de même de la répression, puisque les PPF et miliciens internés dès la fin de 1942, retrouvèrent dans les camps les prisonniers politiques de l'Etat français. Jusqu'au mois de mars 1943, les libérations furent rares, comme en témoignent les archives des camps d'internement⁷⁴. Un temps, même, douze des principaux animateurs du putsch algérois - côté rue, donc côté gaulliste -, furent internés, soupçonnés d'avoir voulu fomenter un complot.

Sous les pressions multiples, y compris des Américains qui confortèrent cependant son autorité à la conférence d'Anfa, avec la complicité de Churchill et malgré l'opposition d'Antony Eden, Giraud dut revenir sur le système qu'il avait accepté ou mis en place. Jean Monnet joua, on le sait⁷⁵, un rôle majeur dans le tournant que représenta à ce titre le discours du 14 mars, son "premier

⁷⁴ Archives nationales d'outre-mer, Aix, dossier Oran.

discours démocratique", comme Giraud l'écrira plus tard. Les conséquences ne furent pas négligeables, qu'il s'agisse de l'évolution de la législation, des démissions plus ou moins sollicitées ou du départ de Lemaigre-Dubreuil ou de Rigault; l'entourage pétainiste de Giraud fut la première victime du tournant. Assez rapidement le rapport de forces évolua en sa défaveur, avec la création du CFLN et l'instauration de la dyarchie, l'affaire du débarquement en Corse et la réduction à des responsabilités strictement militaires, enfin un conflit de compétence sur les services secrets et l'ordonnance du 4 avril 1944 qui le mit définitivement à l'écart.

Derrière le conflit des deux généraux, c'est bien le statut reconnu à l'Etat français et à l'idéologie dont il était porteur qui détermina la ligne de fracture majeure au sein de la résistance. De Gaulle avait mis les choses au point dès le 16 novembre 1942 et avait pu faire radiodiffuser un texte précisant que lui-même et le Comité national français

ne prennent aucune part et n'assument aucune responsabilité dans les négociations en cours en Afrique du Nord avec les délégués de Vichy. Si ces négociations devaient conduire à des dispositions qui auraient pour effet de consacrer le régime de Vichy en Afrique du Nord, celles-ci ne pourraient évidemment pas être acceptées par la France combattante. L'union de tous les territoires dans le combat pour la Libération doit se faire dans des conditions conformes à la volonté et à la dignité du peuple français⁷⁶.

Le message fut télégraphié à Moulin et emporté par Frenay et d'Astier qui rejoignirent le lendemain la France. Fin mai, de Gaulle rejoignait Alger avec, dans son escarcelle, le soutien du CNR qui, dans un texte postdaté du 27, affirmait que "quelle que soit l'issue des négociations, De Gaulle demeurera[it]

⁷⁵ Se reporter à André Kaspi, *La mission de Jean Monnet*, cit

⁷⁶ *Les voix de la Liberté – Ici Londres 1940-1944*, édition de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Paris, Le club français des bibliophiles, 1970, tome 3, p. 24.

pour tous le seul chef de la Résistance française"⁷⁷. Compte non tenu des hésitations strictement tactiques du PCF qui vit dans cette situation conflictuelle une opportunité que confortèrent plus tard les modalités de la Libération de la Corse, les grands mouvements se mobilisèrent massivement contre Darlan puis contre Giraud. On pouvait lire par exemple dans "Franc-tireur" du 15 juillet 1943: "Entre l'homme qui, des 1940, criait 'France', et l'homme qui, en 1942, balbutiait Vichy', il ne peut être question de choisir; Giraud c'est l'erreur qu'on excuse, de Gaulle, la foi qu'on salue"⁷⁸.

Mais le plus intéressant pour notre sujet réside dans le comportement des groupements qui, à l'origine - et l'on mesure l'importance de la chronologie -, pouvaient sembler partager les valeurs dont le giraudisme était porteur. Prenons pour seul exemple le cas de l'OCM, en nous appuyant sur la lettre que Paul Blanc, président du comité exécutif de l'OCM écrivit le 11 mars 1943 à Hayes, l'ambassadeur Américain⁷⁹. Avec beaucoup d'égards envers un homme qu'il connaissait bien et appréciait, il insistait d'emblée sur l'enjeu qui lui semblait majeur, et qu'il savait être un argument pour son interlocuteur: la menace est grande de voir le peuple français, déçu, basculer dans le camp des extrémistes; "or c'est dans cette voie que nous a engagé l'appui que les Alliés ont cru devoir accorder en Afrique du Nord à ceux qui se réclament de Vichy. Ce fut le cas avec Darlan, et cela continue avec Giraud". Suit un rappel programmatique en guise de mise au point: "Nous ne reconnaissons pas Vichy, répudions l'armistice ... En conséquence nous ne pouvons admettre qu'un poste de commandement quelconque civil ou militaire soit confié à une personnalité se réclamant du gouvernement de Vichy, et à plus forte raison à des personnalités ayant collaboré avec l'ennemi, contribué à la propagation des idéologies

⁷⁷ Cité par René Hostache, *Le Conseil national de la Résistance*, Paris, PUF, 1958, pp. 142-143.

⁷⁸ Le journal clandestin *Libération* de zone sud attaquait, lui aussi, violemment Giraud dans son numéro 26 du 10 avril 1943.

⁷⁹ Lettre de Paul Blanc à Hayes, Madrid, 11 mars 1943, A.N., BCRA, 3AG2 379 OCM.

criminelles de celui-ci et tyrannise leurs propres compatriotes"⁸⁰. Juin et Peyrouton étaient explicitement visés, mais il était reproché à Giraud d'avoir caché, quand l'OCM le contacta, l'engagement d'honneur qu'il avait contracté envers le maréchal Pétain, et d'avoir parmi ses proches des monarchistes "jouissant de l'entière confiance de M. Laval et de M. le Maréchal Pétain". Le fait était à associer à la volonté de Laval de susciter "la dissidence dans la dissidence". La conclusion était à l'image du texte: "Aujourd'hui, hélas!, le mal est fait et ses répercussions sont déjà graves. Tenu en brèche en France, où il ne se maintient que par les baïonnettes allemandes, le fascisme vichyssois triomphe en Afrique sous la protection des Alliés".

Il faut donc bien garder à l'esprit que la configuration idéologique n'était pas la même que deux ans auparavant, et qu'elle allait encore sensiblement évoluer avec les avatars du maître provisoire d'Alger. Nous avons vu ce qu'étaient ses principaux soutiens à Alger, et leur changement après le discours tournant du 14 mars. En métropole, la liste de ses soutiens n'est pas moins instructive. On y retrouve tous ceux qui, à l'époque, entretenaient encore un lien idéologique et/ou institutionnel avec l'Etat français, qu'il s'agisse de l'OMA, du mouvement Prisonnier animé par Pinot et Mitterrand, d'Uriage, d'une partie des Compagnons de France ou de plusieurs réseaux. Et à la date du 28 janvier 1943, Lavagne notait dans son carnet: "[De Chalvron] sait ce que du Moulin vient de lui apprendre confidentiellement, qu'avec Wapler il se propose de rallier le général Giraud, convaincus qu'agissant ainsi ils ne trahissent pas le Maréchal"⁸¹.

Les militaires résistants se retrouvaient naturellement derrière un chef qui avait les attributs de la légitimité, déléguée par un maréchal dit prisonnier et par les alliés américains, et qui n'avait pas rompu avec les fondements de la culture militaire. La réaction nous semble exemplaire d'un officier alsacien commandant le 152^e régiment d'infanterie dissous à la fin de 1942, qui disait à

⁸⁰ Lettre de Paul Blanc à Hayes, Madrid, 11 mars 1943, A.N., BCRA, 3AG2 379 OCM.

la commission allemande, le 4 décembre 1942, que le général Giraud n'avait pas manqué à sa parole au Maréchal, ce dernier n'étant plus libre⁸². Quant aux chefs de l'OMA, ils voyaient en lui, en toute logique, leur chef militaire, d'autant que Giraud pouvait s'appuyer sur plusieurs officiers - souvent les plus exposés - qu'il avait fait venir à Alger peu après son propre départ, et sur ses services secrets (DSS) vigoureusement soutenus par Buckmaster. On comprend la tension qui montait entre camps antagonistes; on imagine comme se délitait la situation des giraudistes au fur et à mesure que se dégradait la situation de Giraud. L'ORA (ex-OMA) en subit directement les conséquences et la question de Vichy fut au cœur des négociations qui furent menées au début de 1944 avec le CNR, peu après la rupture des contacts avec l'AS et les FTPF. Dans une lettre à *Rival-Revers*, en date du 22 février⁸³, *Viven-Bidault*, président du CNR, donnait acte des déclarations que le premier avait faites à la séance du 14, dont le point 4 précisait: "L'ORA n'a aucun lien avec le soi-disant gouvernement de Vichy". Et de fait, dans une instruction du 27 février, Revers précisait:

1. L'ORA reste un élément avancé de l'armée française qui combat actuellement en Italie.
2. L'ORA n'a d'autre but que de contribuer à la libération du territoire, à l'exclusion de toute ambition politique particulière.
3. L'ORA n'a aucun lien avec Vichy; elle reconnaît uniquement l'autorité du CFLN, le CNR étant, en France métropolitaine, l'instance suprême de la Résistance⁸⁴.

Le compte n'était pas soldé pour autant et, sur la pression du Front

⁸¹ Carnets d'André Lavagne, 28 janvier 1943, arch. priv.

⁸² Archives militaires d'Alessandria, OKW 1397, cité par R. Paxton, *Parades and Politics*, cit., p. 390.

⁸³ Le Président du CNR au général Rival, 22 février 1944; 27 février 1944 ralliement de l'ORA au CFLN, A.N., 72AJ66 ORA. Les négociations et les attaques du FN sont détaillées dans une note de Saunier du 8 mars 1944 ("Négociations avec l'ORA"), A.N., BCRA, 3AG2 379 ORA.

⁸⁴ *Ibid.*

national, les négociations achoppèrent sur le statut de Revers au sein du COMAC qui, dans sa directive n° 2 du 19 mars, le considérait comme un conseiller technique, alors même qu'un décret du CFLN promulgué dix jours plus tôt le présentait comme le délégué de l'ORA à égalité avec les autres membres.

Le chemin avait été long depuis les actions officieuses des CDM et du SR et l'accent doit être vigoureusement mis, contrairement à ce que fait la littérature hagiographique qui domine en la matière, sur les solutions de continuité. Il y a bien une différence de nature et donc de définition des actions et des comportements. Ceux-ci, pour autant, furent constamment et jusque tardivement entravés par l'hypothèque vichyste qui tient d'abord à la logique de l'institution. Le profil est différent des vichysto-résistants de 1943 qui, également, accompagneront Giraud dans son aventure.

III. L'hypothèque idéologique et institutionnelle: les vichysto-résistants de 1943

La carte Giraud est décisive dans certains corps de l'Etat français, redoublant la rupture décisive que constituent les événements de novembre 1942. L'originalité de cette nouvelle génération de résistants est d'être partie intégrante de l'appareil d'Etat (ou paraétatique) dont ils ne remettent pas en cause les valeurs qui lui sont consubstantielles. En d'autres termes il ne faut pas chercher là des agents doubles, mais des individus qui sont convaincus à la fois d'une nécessaire résistance dont ils se donnent les moyens, et de la qualité des principes qui ont présidé à l'instauration de l'Etat français.

Telle est l'hypothèse de départ qu'il faut tester, en ayant à l'esprit cette double interrogation: comment a été pensée et conclue l'articulation entre les deux attitudes? Comment s'est opérée la rupture que constitue l'engagement

dans la résistance?

Pour appréhender l'engagement de ces hommes, il faut en préambule présenter une structure qui fut organisée en dehors de cette ligne idéologique et politique et donc, de fait, hors de notre champ d'investigation. Né dans l'été 1942 d'une idée d'André Plaisantin, responsable de ville de Combat à Lyon, approuvée par Claude Bourdet et Marcel Peck, membres de la direction nationale de Combat, le NAP (pour Noyautage des administrations publiques) visait à utiliser consciemment et rationnellement, et non plus empiriquement comme cela s'était pratiqué jusqu'alors, les services des militants locaux de la Résistance en poste dans l'administration publique à des échelons d'exécution⁸⁵.

Parallèlement, c'est-à-dire indépendamment du NAP avec lequel il n'avait eu aucune relation, Maurice Nègre⁸⁶ créa en septembre 1942 à Vichy un réseau rapidement efficace qui avait pour caractéristique de pratiquer le noyautage au niveau gouvernemental. On appela tout naturellement ce nouveau service le Super-NAP. Il fut porté sur les fonts baptismaux par des dirigeants de Libération (Pascal Copeau, Emmanuel d'Astier) avec lesquels Nègre avait, via Léon Rollin, pris contact, dès son arrivée à Vichy et dont il avait obtenu l'aval pour l'action clandestine qu'il projetait de mener. A Vichy, Nègre enrôla Bernard de Chalvron, alors chef du service de presse du Ministère des Affaires Etrangères après avoir été membre du cabinet du maréchal Pétain. En septembre 1943, le Super-NAP fut transféré à Paris et Bernard de Chalvron, devenu l'adjoint de Maurice Nègre, travailla des lors en étroite collaboration avec le NAP. Entre novembre 1943, date de l'arrestation de Marcel Peck, et mars 1944, date de celle de Maurice Nègre, les deux structures fusionnèrent graduellement et furent successivement placées sous la

⁸⁵ Cf. Claude Bourdet, *L'aventure incertaine*, Paris, Stock, 1975.

⁸⁶ Journaliste, en poste dans les Balkans pour l'agence Havas au moment de la signature de l'armistice du 22 juin 1940, Maurice Nègre avait travaillé à Bucarest avec les services secrets britanniques. Arrêté en juin 1941, il avait été jugé et condamné à 10 ans de travaux forcés. Gracié, il quitta la Roumanie en juin 1942 et arriva à Cannes au début du mois de juillet 1942. Il obtint en septembre un poste à l'Office français d'information. Il devait assurer une liaison

direction de Claude Bourdet, puis de De Chalvron, enfin de Schweitzer, arrêtés tous trois entre mars et juin 1944.

Lié par définition à l'appareil d'Etat vichyste, comme la corde soutient le pendu, le Super-NAP a indubitablement été un service pleinement résistant qui n'a participé d'aucune manière à la zone grise que nous explorons, même si certains de ses responsables, comme de Chalvron, entretenaient des liens étroits, personnels et de nature idéologiques, avec des vichysto-résistants et non des moindres. Mieux, il a été, dans la perspective de la Libération, fondu avec le NAP, une pièce essentielle de la préparation de la restauration de la légalité républicaine en participant à la désignation des préfets. Il n'aurait donc pas sa place ici comme structure si des dignitaires de l'Etat français en délicatesse ou en rupture avec Vichy n'avaient pas pris contact avec ses services.

Tel fut le cas de Maurice Pinot qui fut mis en relation avec le Super-NAP par l'intermédiaire de Bernard de Chalvron⁸⁷. Pinot offrit, en janvier 1943, aux dirigeants du Super-NAP de mettre à leur service toutes ses connaissances en même temps que les moyens d'influence qu'il avait pu conserver dans le milieu prisonnier. L'offre n'était pas de celles qu'on peut aisément négliger tant la question du sort des prisonniers, dont Vichy avait fait un cheval de bataille et de propagande, obnubilait les esprits. Il y avait là, entre Vichy et la Résistance, un enjeu de premier ordre.

1. Le mouvement des prisonniers

A cote de la mère et de l'enfant, du paysan et de l'artisan, de l'ancien combattant de 1940 ou de 14-18 qui se retrouve derrière le maréchal et son régime dans la Légion française des combattants, le prisonnier de guerre est

entre l'OFI, la Présidence du Conseil et le Ministère des Affaires Etrangères.

⁸⁷ C'est de Chalvron, qui avait connu Pinot dans un camp de prisonniers en Allemagne de juin 1940 à juillet-août 1941, qui, libéré et entré à Vichy au Ministère des Affaires Etrangères, avait suggéré au cabinet du maréchal Pétain en septembre 1941 le nom de Maurice Pinot pour le poste de Commissaire Général des Prisonniers de Guerre Libérés. A.N., 3W 315, procédure de la Haute Cour de Justice contre Maurice Pinot, procès-verbal d'audition de Bernard de Chavron date du 2 septembre 1945

l'une des images-références du nouveau régime. Derrière "le vainqueur de Verdun", le chef proche de ses troupes, la France se resserre autour de quelques valeurs fondamentales telles que la discipline, le sens du devoir et le sacrifice. Le PG incarne donc à la fois la condamnation du passé, le rachat dans la douleur nécessaire et les promesses d'une société régénérée. Dans les négociations de la collaboration il était en permanence une carte majeure dans la main du vainqueur et son retour un objectif central de Vichy.

Aussi tout un dispositif original fut-il mis en place. L'Etat français était ainsi reconnu officiellement comme la puissance protectrice de ses captifs. Etait mise sur pied la "mission Scapini", qui, à côté des objectifs généraux d'aide aux prisonniers, veillait à diffuser la propagande pétainiste dans les Stalag et les Oflag - avec des résultats non négligeables. En France un commissariat général aux prisonniers de guerre chapeautait un réseau dense de "maisons du prisonniers" et de "centres d'entraide" qui devinrent en toute logique un enjeu majeur quand les fractures se dessinèrent. Contre Laval ou Darlan qui situaient strictement le problème dans le cadre des négociations internationales, l'équipe du commissariat groupée autour de Pinot voulait d'abord et avant tout alléger le sort des PG par tous les moyens, y compris officieux comme la protection des évadés parvenus en France plus que l'aide directe à l'évasion. Elle pouvait compter sur tout ou partie de l'entourage du maréchal, ce qui renforçait l'admiration sans guère de bornes portée à ce dernier. Le Centre d'action des prisonniers (CAP) était le laboratoire d'idées du mouvement. Créé au début de 1942 par Jean de Fabrègues et Henri Guitton, toujours sous l'égide du commissariat, il faisait vivre "l'esprit prisonnier" dans la perspective de la Révolution nationale et sous la houlette d'hommes venus de l'Action française et de la branche très droitière des mouvements de rassemblement national qui avaient germé dans la France des années trente⁸⁸. L'intérêt pour les évadés était

⁸⁸ Voir Pierre Péan, *Une jeunesse française: François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994, pp. 192-193, qui signale le livre de référence que constituèrent les *Fondements de la communauté française* écrits par Jean Guitton dans son Oflag. On reviendra sur le rôle de

partagé par tous, et spécialement dans une petite structure mise en place en avril 1942 par Antoine Mauduit, un ex-PG rappelé comme colonial au moment des affaires de Syrie. Il s'agit de trouver une structure d'accueil pour les PG évadés. Une structure clandestine fut constituée, la Chaîne, et un centre choisi, le château de Montmaur dans les Hautes-Alpes. Pour cette entreprise il put compter sur de Linares, que nous avons rencontré dans notre développement sur l'armée et les liens entre l'Etat-major et le général Giraud.

C'est à la suite du débarquement en Afrique-du-Nord et avant la fin de l'hiver que tout se noua. Ce fut d'abord la fin de la carte impériale, et, très rapidement, l'entrée de la Wehrmacht en zone non-occupée, et donc la menace immédiate contre les prisonniers évadés. Il s'agit donc pour Pinot, en priorité, de mettre en sécurité ces évadés, et tel fut le sens de l'ordre qu'il donna à ses services. L'épreuve de force fut engagée avec l'entourage de Laval qui obtint sa démission en janvier 1943. C'est le 13 qu'il prononça son discours d'adieu aux cadres du Commissariat. Entre temps les structures parallèles du mouvement s'étaient réorientées: les animateurs du CAP, qui s'était sabordé au moment où les troupes allemandes franchissaient la ligne de démarcation, et ceux de la Chaîne s'étaient retrouvés au château de Montmaur. Ils y avaient mis sur pied une structure clandestine, sous la houlette d'un comité directeur réunissant Antoine Mauduit, Jacques de Montjoie et François Mitterrand. Comme le résume Pierre Péan, "disons que les membres de la Chaîne et leurs amis [firent] là un pas supplémentaire vers ce qui deviendra *plus tard* un mouvement de résistance"⁸⁹.

Mais une étape décisive fut franchie en février 1943 avec la réunion qui réunit à Montmaur les responsables de la Chaîne mais également d'autres sensibilités comme les anciens du Stalag XIB regroupés autour de Michel Cailliau, neveu de De Gaulle et résistant résolu. Cependant, très minoritaire, Cailliau ne put y faire adopter sa ligne offensive, même s'il fit partie du

Jean de Fabrègues, le fondateur et animateur de la revue *Combat* dans les années trente.

"Comite national de lutte par les prisonniers" alors mis sur pied, avec Antoine Mauduit, François Mitterrand, Jean Roussel et, peu après, Jacques de Montjoie. Il ne put pas plus le faire dans le "Comité des Quinze" qui fut constitué pour seconder le premier.

Malgré cette collaboration à une même structure, l'opposition entre les deux courants fut sévère. Les notes de Cailliau que nous trouvons dans les archives du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) soulignent sans ambiguïté la ligne de fracture. Le 15 avril 1943, dans une lettre personnelle à son oncle, il en appelait à son soutien et à celui de ses services, revendiquant un engagement sans réticence aucune aux côtés des autres mouvements de résistance: "le moindre encouragement de votre part et des réponses des services intéressés du Comite national de Londres me seraient un précieux encouragement, pour ne pas dire une nécessité indispensable"⁹⁰. Le 3 juillet, dans un nouveau texte, "lettre strictement confidentielle au représentant en France du général de Gaulle", il mettait en évidence, sans citer ses concurrents, les deux enjeux du conflit: il réfutait au nom de son mouvement le "mythe prisonnier de Vichy ou la croyance en un esprit prisonnier par lesquels les prisonniers seraient l'élite de la nation et devraient être aux marches de la Révolution nationale"⁹¹; dans le conflit Giraud-De Gaulle il récusait le premier et précisait qu'il était "nécessaire pour la Résistance dans la France complètement occupée, que tous les milieux en tant que tels adhèrent à un chef qui incarne la Résistance, à la façon d'un héros"⁹². Les contacts que privilégièrent Pinot, Mitterrand ou Mauduit révèlent en effet d'autres fidélités politiques et idéologiques. Au cours d'une journée d'étude organisée au siège des Compagnons de France, à Crémieux-la-Pape, à la fin

⁸⁹ Pierre Péan, *Une jeunesse française*, cit., p. 232.

⁹⁰ A.N., BCRA, 3AG2 378, Lyon, le 15 avril 1943, au général de Gaulle, signé: Michel, dit Mix (Charette).

⁹¹ Lettre strictement confidentielle au représentant en France du général de Gaulle, 3 juillet 1943.

⁹² *Ibid.*

avril 1943, les responsables du mouvement Prisonniers, des Compagnons et d'Uriage décidèrent de rester en contact et constatèrent leur identité de vue sur le rejet de l'Occupation. Nous avons déjà relevé les liens de la Chaine avec les giraudistes de l'armée. Ils se confirmèrent au printemps 1943 au point que Mitterrand fut bientôt considéré comme membre du service Action de l'OMA, et donc des services spéciaux giraudistes (DSS)⁹³. Et comme les militaires de l'OMA, quelques mois plus tard, il fut très bien accueilli à Londres par Buckmaster (SOE) qui promit et exécuta un important parachutage⁹⁴.

Pinot et Mitterrand ne perdirent pas pour autant les liens importants dont ils disposaient dans l'appareil de l'Etat français. On aura du mal à repérer quelque doute dans le pétainisme convaincu de la plupart de ces hommes si ce n'est, comme on l'a vu pour Pinot en janvier 1943, pour constater l'impossibilité de toute réforme en profondeur sous la botte de l'Occupant⁹⁵. Le rejet commun du nouveau commissaire aux prisonniers, André Masson, imposé par Laval favorisa les passerelles; les routes se séparèrent quand il fallut aller plus loin et mobiliser ses forces pour lutter contre l'Occupant, même si les uns et les autres savaient peu ou prou ce qu'il en était des actions subversives engagées⁹⁶. Le mouvement "Prisonnier" disposait donc de relais

⁹³ "Situation de l'organisation de la résistance de l'armée française et des groupements civils similaires", SHAT, 13P15: "En zone sud, les groupes de Résistance de l'armée ont été initialement formés par des militaires de carrière restés dans leur garnison après la démobilisation de l'Armée. A ces éléments sont parfois venus s'agglomérer quelques éléments civils. Parmi ceux-ci, il faut tout particulièrement noter d'importants groupes de prisonniers constituant un Mouvement sans aucune liaison avec l'officiel 'Mouvement Prisonniers' patronné par le Gouvernement Laval; ces groupes sont généralement formés d'éléments très sains, parmi lesquels les évadés sont nombreux..."

⁹⁴ Commissariat national aux prisonniers, déportés et réfugiés, Londres le 29 novembre 1943, note pour le colonel Passy, A.N., BCRA, 3AG2 378.

⁹⁵ Pour les positions de François Mitterrand, voir, in Eric Conan, Henry Rousso, *Vichy ou le passé qui ne passe pas* (Paris, Fayard, 1994), la convaincante analyse de l'article *Voyage en Thuringe* qu'il donna à "France. Revue de la Révolution nationale", sous le titre *Voyage en Thuringe* (n° 5 décembre 1942). On a beaucoup glosé ailleurs sur l'article du même auteur paru dans le n° 8 de la même revue (mars 1943); outre que l'analyse reste à mener, on n'a pas vérifié qu'en fait - ce dont François Mitterrand ne se souvenait manifestement pas lui-même - l'article n'est jamais paru dans la revue.

⁹⁶ Le sabotage de la journée nationale organisée par André Masson salle Wagram le 10 juillet 1943 est un cas intéressant, puisqu'il s'agit incontestablement d'un acte de résistance,

importants. Dans la police, il s'agissait tout spécialement de Jean-Paul Martin, le directeur de cabinet du directeur général de la police nationale, bientôt important informateur et pourvoyeur de faux. Mais surtout ils étaient dans l'entourage de Pétain, au secrétariat particulier, avec Paul Racine, qui recruta en 1943 Jean Védrine et Pierre Chigot, deux hommes très proches de Mitterrand, également dévoués à la personne et à l'œuvre du maréchal. Au cabinet civil, les quelques mois où il resta encore en fonctions, ils savaient pouvoir compter sur André Lavagne qui entretenait des contacts privilégiés avec Bernard de Chalvron. C'est Pinot que Lavagne reçut à plusieurs reprises, un Pinot qu'il considérait comme l'une des "heureuses découvertes du régime" et dont il déplorait la mise à l'écart en janvier, et un Pinot dont il soutint les projets qu'il lui présenta:

Vu longtemps Pinot - *note-t-il à la date du 18 février* - vraiment très bien. Depuis que Laval l'a follement chassé du commissariat aux prisonniers, il est étroitement surveillé par la police. Mais il va prendre - comme je l'y ai poussé - une "couverture" ... et travailler dans le sens qui me préoccupe: anticomunisme, préparer la soudure entre ce régime et le suivant, préparer la future doctrine sociale et politique⁹⁷.

Il est non moins intéressant de relever, à la même date, quel projet Lavagne lui-même concoctait, espérant un relais dans l'équipe de Pinot:

1° Recensement, bilan de tout ce qu'on a fait, essayé de faire ou exprimé de bien, spontanément, sans pression allemande (comme on le croyait trop à l'étranger), aussi bien notions gouvernementales, idées que textes de lois, réalisations. Ceci pour sauver ce qui est bon, pour que le Pape et l'Amérique le sachent.

2° Préparer un corps de doctrine français, social (sinon socialiste), mais

et salué comme tel par Maurice Schumann lui-même quelques mois plus tard, mais il est également instrumentalisé par l'entourage de Pétain dans sa lutte contre Laval.

⁹⁷ Carnets d'André Lavagne, cit., 18 février 1943.

spiritualiste et assez autoritaire, quoique humain et décentralisé, qui puisse être mis sous le signe de l'Eglise et du Maréchal⁹⁸.

Le voyage qu'effectua François Mitterrand à Alger-via Londres, constitue une nouvelle étape dans le processus étudié, mais le contexte avait bien changé. L'ampleur et la diversité de ses contacts jouèrent pour et contre lui. Tout au long de l'année 1943 il était resté en liaison étroite avec l'entourage de Pétain, avait gardé des relais dans le commissariat aux prisonniers et, comme on l'a vu, il avait inscrit résolument son mouvement dans la nébuleuse giraudiste. Il avait utilisé ses réseaux personnels, comme les anciens du "104" rue de Vaugirard, de la Fédération des étudiants catholiques. Mais surtout, prenant le pas sur Pinot, un leader sans doute plus charismatique mais trop marqué par ses responsabilités passées, il était devenu le principal responsable du mouvement prisonnier clandestin. Elargissant son assise il avait su se faire reconnaître par Henri Frenay et le CD des MUR. Et c'est bien une reconnaissance officielle qu'il venait chercher à Alger en cet automne 1943 où Giraud avait déjà pour l'essentiel perdu la partie.

Le débriefing par les services du BCRA à Londres, en la personne de De Warisse, précise qu'il "est arrivé à Londres comme représentant du comité des Cinq avec pour intention de représenter à Londres et à Alger la cause d'un mouvement qui s'adresse uniquement aux prisonniers de guerre rapatriés ou évadés se trouvant en France" (comité des cinq: François Mitterrand, Jacques Benet, Marcel Barrois, Maurice Pinot et Jean Munier). Pour ce faire il devait éliminer un concurrent:

Il précise que sa visite à Alger a pour but de fournir à M. Frenay toutes les possibilités de contrôle de ses déclarations et de régler la question du mouvement Charette [Cailliau] afin de préciser qu'il ne peut y avoir en France deux mouvements de résistance d'autant plus qu'il n'y en a qu'un qui

⁹⁸ *Ibid.*

existe réellement, celui dirigé par le Comite des Cinq"⁹⁹.

Quant aux choix de l'allégeance il est subi à défaut d'avoir été choisi:

Sur mes questions précises de savoir si le mouvement reconnaissait le général de Gaulle, M. Mitterrand m'a répondu qu'en accord avec le comité des Cinq ils avaient décidé de s'intégrer à la résistance française sans souci de savoir si cette résistance dépendait du général de Gaulle, du général Giraud ou de n'importe quelle tête. D'après ses déclarations il ne peut s'agir pour eux de devenir un mouvement politique¹⁰⁰.

Cumulant son intégration précoce dans les réseaux giraudistes et des liens très étroits avec l'Etat français, il ne pouvait guère s'attendre à un accueil enthousiaste de celui qui était, en outre, l'oncle de son principal concurrent. En sus du soutien des Mouvements Unis, qu'il utilisa même avant sa venue pour souligner la marginalité de Cailliau au sein du mouvement prisonnier, Mitterrand, Pinot et leurs amis disposèrent d'un atout essentiel: ils étaient effectivement et de loin les plus aptes à mobiliser de larges troupes. Aussi au bout du compte obtint-il ce qu'il était venu chercher: Cailliau fut marginalisé, même si, dans un premier temps, il fut associé à la direction tricéphale du mouvement, mais avec François Mitterrand et Jacques Benet ("Turgis"). "Nous avons jusque-là insisté d'avantage sur nos divergences que sur nos concordances - lui écrivait Mitterrand le 26 janvier 1944 -. Il ne nous faudra peut-être pas beaucoup de peine pour reconnaître ces dernières et en faire la base d'une action commune"¹⁰¹. Mais de la peine il y en eut. En février 1944, Cailliau envoyait une lettre à son oncle où il se déclarait certes pour la fusion mais à quelques conditions qui soulignaient l'importance de Vichy dans le débat:

⁹⁹ Commissariat national aux prisonniers, déportés et réfugiés, Londres le 29 novembre 1943, note [De Warisse] pour le colonel Passy, A.N., BCRA, 3AG2 378.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Morland à Chambre, le 26 janvier 1944, *ibid.*, et, pour l'attaque contre Cailliau, Sophie 4/2, arrivé le 18/9/43 Activité de Charette (transmis par le CD des MU, émané des

Nous voulons éliminer du Mouvement prisonniers issu de Vichy

- 1) ce qui reste de l'esprit de Vichy;
- 2) la personnalité de Pinot, ex-commissaire aux Prisonniers à Vichy, sur lequel nous avons les rapports les plus accablants en raison d'un double jeu évident et en raison de cette notion "les personnalités ayant appartenu au gouvernement de Vichy, hors la loi";
- 3) la personnalité de Mitterrand, ancien attaché au Commissariat de Vichy, ancien fondateur de cercles Pétain à son stalag, maurrassien dans l'âme, adepte d'Armand Petitjean, que je crois encore plus dangereux que Pinot, d'autant qu'il est moins officiellement compromis et qu'il a réussi par des voies giraudistes à joindre Londres et sans doute Alger dans le but d'y prendre des directives (auprès de qui?) avant de rentrer en France ...

Le mouvement Prisonniers issu de Vichy et le mouvement Pinot-Mitterrand sont deux appellations d'un agrégat de légionnaires et de bourgeois réactionnaires qui cherchent à conserver leur estime à Pétain tout en se rattachant au général Giraud ...¹⁰².

Les différents textes accessibles à ce jour laissent penser que dans le processus de fusion, Cailliau pensait pouvoir s'appuyer sur la troisième composante du mouvement, le CNPG rattaché au Front national et au parti communiste. De fait Mitterrand sembla très surpris le 12 mars 1944 quand, à la réunion scellant la fusion, il constata la présence de délégués du CNPG alors même qu'il n'en était pas question dans sa mission à Alger. Cependant Cailliau avait déjà perdu la partie, comme le signale son absence, et, en fin de compte, Mitterrand s'appuiera sur ce partenaire imprévu pour conforter son pouvoir. Et Cailliau ne fit pas partie du comité directeur placé à la tête du nouveau mouvement, le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD), fusion du RNPG (François Mitterrand et Jacques Benet), du

éléments sains du mouvement prisonnier, qui renient Masson), *ibid.*

¹⁰² Lettre de Cailliau à de Gaulle envoyée le 1^{er} février 1944, arch. BCRA, citée par Pierre

MRPGD (Philippe Dechartre, en l'absence de Cailliau) et du CNPG (Robert Paumier, remplacé bientôt par Pierre Bugeaud). La réunion constitutive eut donc lieu le 12 mars, sous la présidence d'un représentant du Conseil national de la Résistance.

2. Le creuset des services de la Jeunesse et de l'Information

C'est à peu près au même moment que les choses bougeaient sérieusement au sein des services de la Jeunesse et de l'Information. Le premier cas mériterait une longue analyse, tant l'itinéraire des hommes d'Uriage et de son école de cadres, par exemple, pose des questions fort proches, comme le confirment, en l'occurrence, les contacts qui se tissèrent, dans l'action clandestine, entre Pierre Dunoyer de Segonzac, le « vieux chef » d'Uriage, l'OMA, la base de Groussard en Suisse et les prisonniers de guerre de Mitterrand. Mais nous ne visons pas à l'exhaustivité et nous disposons, avec la thèse publiée de Bernard Comte, d'un ouvrage de référence auquel il nous suffit de renvoyer. L'auteur situe d'emblée la difficulté que nous rencontrons ailleurs quand il évoque un processus, un développement progressif à l'épreuve des faits, et non une brusque rupture, ou quand il relève chez Dunoyer de Segonzac à la fois une réelle vénération du maréchal, une adhésion aux principes de la Révolution nationale et un esprit de revanche contre la résignation défaitiste, ou enfin quand il pose la question d'un "pétainisme résistant" ou d'un "patriotisme vichyste"¹⁰³.

Tout semble là cohérent dans les comportements d'hommes qui avaient bien des points en commun, à commencer par leur position dans et vis-à-vis de l'Etat français. La question devient plus complexe avec le groupe qui nous occupe présentement. Nous sommes en février 1941. Darlan devient vice-président du Conseil et dauphin déclaré, quelques mois après la mise à l'écart de Pierre Laval. Or cet avènement marqua entre autres l'apparition au

Péan, *Une Jeunesse française*, cit., pp. 402-406.

¹⁰³ Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage 1940-1942*, Paris, Fayard, 1991.

sein du gouvernement d'une composante collaborationniste jusque-là absente. Paul Marion en était l'un des représentants et, avec le titre modeste de secrétaire général adjoint, il contrôle en fait l'Information et la Propagande. Pour lui et l'équipe qu'il mit en place il s'agissait à la fois de contrôler l'information par une orientation préalable et de constituer un appareil-relais de propagandistes, noyau, dans leur esprit, d'un parti unique qui n'avait pas pu encore voir le jour à Vichy. L'ambition dépassait donc les services de l'Information, et dès le printemps elle se révéla à l'occasion de la succession de Dhavernas à la tête des Compagnons, le mouvement de jeunesse créé après la débâcle. Or plusieurs des principaux protagonistes, alliés ou opposés, se retrouvèrent deux ans plus tard sur des positions politiques assez proches. Pour son opération Marion put disposer du soutien du chef sortant, mais également de Jean Maze, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire "Compagnons". Cependant, sous la pression conjuguée des autres mouvements et du secrétariat à la Jeunesse, l'assemblée générale des Compagnons du 18 mai 1941 élit de Tournemire. Outre Jean Maze, Marion s'était appuyé sur Armand Petitjean qui, dans les mois qui suivirent, servit de principale tête de pont dans deux opérations comparables et également mises en échec, l'une visant la Jeunesse de France et d'Outre-mer, l'autre les "jeunesse légionnaires", que Petitjean voulait constituer contre le directeur général de la Légion, François Valentin. Maze puis Petitjean se replièrent dans les services de Marion, et furent deux ans plus tard à l'initiative d'un groupe clandestin qu'ils appelèrent "la Troisième force". C'est de ce groupe dont parle Cailliau dans deux textes vengeurs adressés au BCRA où il situe Mitterrand dans l'orbite de Petitjean (cf. *supra*).

3. *La Troisième force*

Les obstacles sont nombreux pour appréhender ce groupe peu connu, tant les sources sont limitées. Et la question de la limite, au cœur de notre

démarche, se pose tout particulièrement: peut-on parler de résistance du groupe si la résistance, effectivement constatée, est le fait d'une seule partie? Quel statut donner à des textes qu'on a pu certes retrouver dans les archives privées ou publiques, mais dont on ne peut pas toujours connaître l'origine - individuelle ou collective, et mesurer la portée - textes distribués ou simplement envoyés à Londres pour marquer les positions?

Le premier texte est le compte rendu que Tasca fournit d'une rencontre un soir de juillet 1942 à laquelle il assista manifestement, d'autant qu'on y retrouve nombre de ses idées¹⁰⁴. Y participèrent Jean Maze, Fulconis, Michel Carrière qui, après l'invasion de la zone sud, passera dans la clandestinité et sera commandant de bataillon FFI, Maurice Gait, le premier directeur de l'Ecole de cadres du Mayet de Montagne (sous l'égide du ministère de l'information), avant d'entrer en avril 1942 au cabinet d'Abel Bonnard, et Jean-François Gravier, son successeur à la direction du Mayet. Le point de départ de la réflexion a le mérite de la clarté: "Nous sommes de toute évidence dans une phase critique de la Révolution nationale, et cela est d'autant plus grave que la crise arrive avant encore qu'il y ait eu naissance, développement, maturité". L'analyse est également partagée des objectifs poursuivis, à savoir le rejet du passé et de ses fractures, la recherche de l'unité française contre les oppositions sociales et politiques héritées et la nécessaire synthèse du national et du social. Ils s'inscrivaient en cela et explicitement dans la continuité des réflexions menées dans les nouveaux mouvements de réflexion des années trente et, comme là ou comme à Uriage - qui n'est pas cité -, ils réfutaient les pratiques partisans ou claniques: "il nous faut quelque chose comme un ordre".

Le même groupe se retrouva autour d'Armand Petitjean en avril 1943 pour produire un texte d'une tout autre ambition, puisqu'il s'agit d'un véritable

¹⁰⁴ Journal de guerre d'Angelo Tasca, cité dans D. Peschanski (dir.), *Vichy 1940-1944. Quaderni e documenti inediti di Angela Tasca*, Fondazione Feltrinelli, "Annali", XXIV (1985), Milan/Paris, Feltrinelli Editore/ Editions du CNRS, 1986, p. 217.

manifeste politique. On en retrouve de larges extraits dans le journal de Tasca à cette date où est soulignée la filiation avec la conversation de juillet 1942. Là encore, on part du constat d'échec de Vichy. De même on affiche la nécessité de ne pas escamoter la crise intérieure française dont la défaite a été un révélateur. A court terme une guerre civile s'annonce où, analysent les auteurs, de Gaulle n'a aucune chance, battu sur le terrain de l'opinion par les communistes, et sur celui de la force militaire par Giraud. Cela conduit à définir un objectif stratégique majeur: la constitution d'un Ordre pour former et organiser les élites de demain, et une tactique pour l'action immédiate: la Troisième force, face aux réactionnaires du général Giraud et aux communistes. Les relais existant ou à chercher dans les nouvelles structures mises en place par Vichy, comme le secrétariat à la Jeunesse, le Commissariat aux prisonniers ou le Commissariat au Travail obligatoire, et l'appui recherché dans les milieux antistaliniens pour contrebalancer l'influence communiste dans l'opinion, doivent permettre de refuser la "réaction sociale" portée par Giraud et la révolution bolchevique portée par les communistes. La Troisième force pourra apparaître à ce prix comme un interlocuteur incontournable, seul capable de faire négocier les deux autres parties, et de faire le pont nécessaire entre l'Etat français et celui qui doit naître de la libération. "Mais ces moyens officiels et ces liaisons clandestines, qui ne dépassent pas la tactique révolutionnaire classique, n'auront de sens que s'ils favorisent, sur le plan de l'Ordre, la création continue d'une Troisième Force qui, le jour venu, recherchera d'autant moins les compromis qu'elle sera la synthèse des possibilités révolutionnaires de la France".

On doit sans doute davantage à la plume de Jean Maze deux autres textes, publiés par la suite, qui ont le mérite de préciser les positions¹⁰⁵. Le premier, intitulé *Pour l'unité révolutionnaire des Français*, est daté d'août 1943 et fait

¹⁰⁵ Ces deux textes nous ont été confiés par Jean Maze auquel nous adressons nos sincères remerciements, ainsi qu'à Armand Petitjean qui a bien voulu nous laisser consulter ses archives [note de DP].

référence à la Troisième force, cet "axe révolutionnaire nouveau" ouvert dix ans plus tôt par Maze lui-même et qui "bientôt s'imposera parce qu'elle porte en elle la vérité révolutionnaire française". La révolution est le fil conducteur du texte; sa nécessité explique l'espoir immense qui naquit au lendemain de l'armistice, et l'immense déception quand la Révolution nationale se révéla une contre-révolution clérico-monarchiste. Quoiqu'il en soit, et le texte rejoint, avec d'autres intonations, les conclusions de François Valentin ou de Maurice Pinot, il ne pouvait être imaginable de faire la révolution dans un pays occupé; en ce sens novembre 1942 et la perte de l'Empire, de la flotte, de l'armée et de l'autorité effective sur la zone sud, constitue une rupture puisqu'il ne restait plus le moindre espace de liberté pour un tel mouvement de fond. Aussi libération et révolution sont-elles étroitement imbriquées : "De même ce fut une erreur de croire possible la révolution sous l'occupation étrangère, la vraie libération sera révolutionnaire, ou elle ne sera pas". Cela implique, d'une part, de rejeter toute allégeance, qu'elle soit à l'Allemagne (avec les collaborationnistes), aux Etats-Unis (avec Giraud), à l'Angleterre (avec de Gaulle), ou à l'URSS (avec les communistes), d'autre part, d'imposer l'idée unitaire contre toutes les dissidences et l'idée révolutionnaire contre toutes les "ploutocraties":

si les hommes d'Alger et leurs représentants en France ne savent pas comprendre à temps, s'ils ne savent que rabâcher de vieilles formules néo-démocratiques, s'ils ne savent pas prévoir l'immédiat avenir politique de ce pays et ne le défendent pas mieux contre les ploutocraties que Vichy ne l'a défendu devant l'impérialisme allemand, en un mot s'ils n'agissent pas en révolutionnaires, ils ne pèseront pas lourd en face du communisme dans la balance de fer de l'histoire¹⁰⁶.

La France a besoin d'un Etat fort et d'un parti révolutionnaire pour

¹⁰⁶ "Pour l'unité révolutionnaire des Français", aout 1943, Archives privées Jean Maze.

fonder l'unité du pays.

Ces thèmes sont repris et développés dans un second et long texte daté de février-mars 1944 (note manuscrite marginale) et du 5 avril (en imprimé au bas de l'introduction) que nous avons retrouvé dans les archives de Jean Maze sous formes d'épreuves corrigées par ce dernier. Intitulé *Au delà du provisoire*, ce véritable manifeste a abouti à Londres en juillet suivant, et fut attribué par un informateur à un groupe demeurant à Vichy et parmi lesquels se trouvait Armand Petitjean¹⁰⁷. Le milieu était bien repéré, même si Jean Maze semble avoir été le principal rédacteur de ce texte. On retrouve le thème dominant du texte précédent: "un seul but: une révolution sociale dans la souveraineté nationale". L'armistice se voit doublement justifié: partir c'était abandonner la France, et refuser armistice c'était gommer la véritable responsable du désastre, à savoir la Troisième république. "En juillet 1940, deux positions, et deux seules, s'offraient aux Français la continuation de la lutte armée contre l'Allemagne, le combat intérieur sur le sol français pour la révolution nécessaire. Ces deux attitudes qui, en principe, paraissent absolument opposées, sont en fait, du point de vue français, aussi justifiables l'une que l'autre". Mais - le contexte changeant - l'essentiel du texte est consacré à une "explication loyale avec la Résistance", où est repris en détail l'argumentaire sur la nécessaire association entre révolution et libération, et présente à l'envi le danger que représente le communisme. Là comme dans les autres textes, on retrouve également la volonté d'inscrire cette révolution dans un projet européen, qui, en l'occurrence, continuera à animer Jean Maze après-guerre.

A la lumière de ces textes et sans négliger les évolutions, on comprend mieux les articles publiés par les mêmes hommes dans la presse autorisée de Vichy en 1941-1942. On y relève en effet qu'ils étaient en complète opposition avec

¹⁰⁷ "Au-delà du provisoire", A.N., Fla 3791. L'historien Alceo Riosa, qui avait su retrouver cette version définitive, l'avait trop rapidement présentée comme une version longue du texte de la Troisième force (cf. *Vichy 1940-1944*, cit.).

l'idéologie traditionaliste qui dominait dans l'entourage de Pétain. La revendication de l'AS au SIPEG, à la Direction des refuges et aux équipes nationales. On retrouve les contacts privilégiés avec les services de Giraud et les officiers de l'armée d'armistice, et les institutions citées sont effectivement au cœur du dispositif évoqué dans le texte de la "Troisième force". Il resterait à confirmer que les responsables cités des Equipes nationales ont effectivement organisé ou couvert cette action clandestine et subversive. On ajoutera les trois ou quatre numéros de "Force libre" parus entre avril et aout 1944, un clandestin édité par le Comité de liaison des forces unitaires françaises.

Mais une longue note du journal de Tasca, datée du 18 aout 1944¹⁰⁸, nous semble fournir quelques clés pour comprendre les dernières manœuvres de Petitjean, comme la ligne politique qu'il s'était fixée face à de Gaulle, à la Résistance intérieure, à Vichy et aux Américains:

A Paris, Armand Petitjean continue son entreprise *unitaire* destinée elle-aussi à échouer, parce que menée en partant de positions fausses. Depuis longtemps j'ai essayé de le persuader que l'axe de l'unité française passait à *l'intérieur de la résistance*, et qu'un seul homme pouvait la réaliser dans des conditions viables: De Gaulle. Les contacts directs qu'Armand Petitjean a pris avec les Américains, les liaisons personnelles et celles assurées par un poste émetteur, lui ont donné l'illusion de pouvoir contribuer à résoudre le problème du régime de transition, par des formules qui ne répondent aucunement à la situation réelle de la France. Il a fini par raisonner comme un *expert* américain et donc par négliger les facteurs psychologiques, qui sont essentiels dans la phase actuelle. Il compte beaucoup sur le précédent de Cherbourg, où les Américains, excédés par la conduite des autorités improvisées de la Résistance, qui avait donné lieu à des désordres, "à un véritable bordel", les ont chassées de la préfecture et de la mairie où elles s'étaient installées et ont remis en fonction l'ancien maire nommé par

¹⁰⁸ Cité in *Vichy 1940-1944*, cit, p. 622.

Laval. L'erreur d'A.P. est de croire que ce qui a pu se produire à l'échelon local à la suite des nécessités immédiates qui se posaient aux troupes d'occupation, puisse être transporté sur le plan national et par les mêmes méthodes. Le 17 août devait se réunir sur l'initiative d'A.P. un conseil avec trois représentants des FFI, trois représentants du Conseil national de la résistance, un représentant de Bussièrès, préfet de Police, un représentant du Centre militaire (Faby), un radical (Chichery), etc. dans le but d'examiner le problème du maintien de l'ordre à Paris et de ses conditions politiques.

Le texte est instructif qui met en évidence la ligne politique suivie et les alliances privilégiées. On est clairement à la limite de notre objet d'études, compte tenu surtout du contexte et des manœuvres en cours de Laval lui-même pour préparer la transition. Les éléments nous manquent encore pour conclure que la limite a bien été franchie.

4. Une étude de cas: Tasca

La source de ce dernier récit est des plus sûres, puisque Tasca et Armand Petitjean furent régulièrement en contact les deux dernières années de la guerre, comme en témoignent les notes de son journal. On a trace des liens avec le groupe de Petitjean, tels le récit de la rencontre de juillet 1942 ou la reproduction du texte de la Troisième force. Il note en outre au début de juillet 1941¹⁰⁹: "Le problème actuel du gouvernement, de l'Etat et de la nation en France est celui de dépasser la division traditionnelle de *gauche* et de *droite*, le problème, en somme, de la troisième force". La publication du journal d'Angelo Tasca nous permet de faire le point sur ce personnage original et, à bien des égards, exceptionnel, mais qui fut effectivement et conjointement vichyste et résistant.

Personnage singulier donc que cet homme qui fonda le Parti communiste d'Italie avec Gramsci et fut l'un des principaux responsables de l'internationale

¹⁰⁹ Voir *infra*, p. 277.

communiste dans les années 20, avant de rompre avec Staline, en 1929, sur la question allemande. Rejoignant la France il adhéra après quelque temps aux partis socialistes italien et français, défendant des positions à la fois anticomunistes comme les paul-fauristes et antipacifistes comme les blumistes, empruntant donc aux deux courants principaux du socialisme français. Or quand vint la débâcle il travaillait dans les services de l'information et il y resta quand s'instaura l'Etat français, jusqu'à diriger le Bureau d'études, le cerveau propagandiste des services de l'information. Or dans le même temps, et dès février 1941, il fut le meilleur informateur d'un réseau beige qui relevait, bien entendu, du gouvernement en exil à Londres. Les nombreux textes qu'a laissés cet obsessionnel de l'archive permettent de mieux suivre son itinéraire dans la France des années noires¹¹⁰.

Lui qui a suivi l'appareil d'état dans la débâcle, il en fut profondément traumatisé, et dénonça immédiatement la faillite des élites et du mouvement ouvrier. Continuer la lutte lui paraissait alors impossible, et rejoindre l'Afrique du Nord, comme lui proposait son ami, et futur secrétaire d'Etat du GPRF, Pierre Viénot, signifiait un abandon du territoire et de son peuple dans la défaite. Dans une lettre qu'il adressa à Andrée Vienot en 1947, il se montra d'une remarquable lucidité:

Pour chacun d'entre nous, le devoir était simple: lutte contre l'Allemand. Pour quelques autres dont j'étais, le devoir était *double* ... Fallait-il ou non, à ce moment-là, prendre position devant le peuple français? Fallait-il supprimer, d'un coup, toute l'histoire d'entre les deux guerres et la "drôle de guerre" elle-même, n'en tirer aucune conclusion? Pour nous c'était un crime de penser à autre chose qu'à la lutte contre les Allemands; pour moi c'était un crime de sauter, de cette façon, par dessus l'expérience des années

¹¹⁰ Pour des éléments biographiques plus fournis, voir, en italien ou en anglais, Alexander De Grand, *Angela Tasca, un politico scomodo*, Angeli, Milano 1985, et, en français, la notice in Jean Maitron, Claude Pannetier (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 42, Paris, Editions ouvrières, 1992, pp. 47-51 (notice rédigée par D.

1918-1940 et partir de zéro. Ma conviction profonde était que le peuple français venait de subir une expérience qui était l'aboutissement de 1/4 de siècle de son histoire et que cette expérience ne devrait pas être perdue. Renvoyer le bilan après la Libération ... c'était renoncer à poser le problème crucial qui était celui de l'unité ..., c'était adopter la solution la plus facile et en réalité renvoyer tous les problèmes en les aggravant. La France n'avait rien à perdre à dire elle-même la vérité, toute la vérité, à faire, même sous les yeux de l'occupant, son examen de conscience, la seule chose qu'elle pouvait faire en toute liberté ¹¹¹

On a là les clés de sa position au lendemain de la défaite, et de bien d'autres que lui. Et "le crime de Vichy - précisait-il dans la même lettre - a été surtout un crime contre l'unité française". Ce thème de l'unité française est bien au cœur de sa réflexion tout au long de la guerre et dès le texte qu'il mit au point en août et septembre 1940 pour ses camarades de l'ancienne SFIO ralliés au nouveau régime qui essayaient de se regrouper autour d'un journal, *L'Effort*¹¹². A son fondement se trouve la fusion entre le national et le social, dont l'absence explique pour l'essentiel la débâcle, et dont la nécessité s'impose pour reconstruire la France. Fuir en Angleterre c'était donc refuser de voir cette réalité en face et chercher à l'étranger la solution avant tout intérieure au drame qui atteignait le pays, c'était expliquer la défaite par la trahison d'hier, et chercher la libération de la France par l'œuvre de l'Angleterre. Face à ce mauvais choix, et confrontés aux ambitions territoriales de l'Allemagne victorieuse, dont témoignait le découpage en zones, les Français devaient refuser la division, "le mal absolu, le mal en son principe".

En constatant que la défaite et l'occupation n'étaient que des symptômes d'un mal autrement plus profond, et que la solution passait d'abord par une

Peschanski).

¹¹¹ Lettre de Tasca à Andrée Vienot, 4 juillet 1947, Archives privées d'Irène Fernandez.

¹¹² Les versions courte et longue du texte de 1940 ont été publiées par D. Peschanski in *Vichy 1940-1944*, cit, pp. 231-240.

régénération interne de la société française, Tasca rejoignait parfaitement l'analyse qui sous-tendait le nouveau régime. C'est en toute logique qu'il soutint explicitement Pétain, qui lui apparaissait comme le garant de l'unité française, comme la pièce maîtresse d'un pouvoir qui devait avoir la force d'entraîner le pays. Quant à la nécessaire révolution, elle ne pouvait se faire que par le haut, d'où le soutien conforté au maréchal. Pour autant la Révolution nationale, antithèse de la réaction, devait être à la fois centralisée et capillaire, être impulsée par le centre mais aussi irriguer l'ensemble du corps social. Aussi Tasca concluait-il en toute logique et sans réserve:

Tout nous ramène à la même conclusion: La France a besoin d'un gouvernement d'union nationale autour du maréchal Pétain, faisant une politique d'union nationale et de redressement français, s'appuyant sur un vaste mouvement d'union nationale qui entraîne le peuple français à la création d'un nouvel ordre national et social¹¹³.

La situation se compliqua quand, en février 1941, il fut contacté par un jeune diplomate belge, Cavyn, avec la recommandation de Jeff Rens que Tasca connaissait de ses contacts anciens avec le parti socialiste beige. Or Cavyn était chargé par Seyffert de monter un réseau d'informateurs en zone Sud au profit des services de renseignements belges rattachés au gouvernement en exil à Londres. Comme il sera précisé le 24 décembre 1943 dans un télégramme chiffré, Tasca fut rapidement son meilleur informateur¹¹⁴.

Coupa-t-il pour autant les ponts avec Vichy? Il s'en faut de beaucoup, puisqu'il occupa ses principaux postes de responsabilité en 1942-1943. S'agit-il pour lui d'une simple couverture? Rien ne permet de l'affirmer, bien au contraire. Sans négliger l'impact de Montoire et une perte de confiance croissante envers le régime et son chef, le texte de 1940 nous fournit quelques

¹¹³ *Vichy 1940-1944*, cit, pp. 231-240.

¹¹⁴ A.N., 72AJ80, "Réseau Sabot. Résistance belge en France" et Alceo Riosa, « Angela Tasca dalla "drôle de guerre" à l'autre Résistance », in *Vichy 1940-1944*, cit., pp. 181-217. Copie du

clés. Refusant de séparer le souci de libération nationale et la volonté de révolution fondamentale, il pensait pouvoir s'appuyer sur certaines forces aux plus hauts sommets de l'Etat. Il fut ainsi très influencé par un ministre de Darlan, Henri Moysset, dont il préparait une biographie après guerre qu'il ne put réaliser avant de décéder. Dans le rôle qu'il affectait d'éminence grise, Tasca lui fournit ainsi courant 1941 deux argumentaires très nourris pour contrer les protocoles de Paris que Darlan avait signés avec l'Allemagne en mai 1941, puis les projets de jeunesse unique que Pucheu et Marion voulaient mettre en œuvre. Pour Tasca, Moysset et quelques autres à Vichy "résistaient à leur façon", comme il l'écrira après-guerre à Andrée Vienot¹¹⁵.

Angelo Tasca est bien à l'image de ces vichysto-résistants qui se sont conçus conjointement et longtemps à la fois vichystes et résistants. Le cas semble bien atypique cependant, tant son engagement résistant semble précoce et sa conviction de pouvoir et devoir agir à Vichy durable. Pour la plupart, on l'a vu, ils franchirent le pas après le choc de novembre 1942, quand Vichy perdit ses derniers atouts. A de nombreuses reprises on a vu leurs itinéraires se croiser, leurs choix politiques converger. On peut en chercher l'origine dans des filiations et des expériences partagées, en se gardant cependant de tout déterminisme. Ils furent nombreux, en effet, ceux qui partagèrent leur itinéraire, mais choisirent Vichy, Paris ou la Résistance après la défaite. Cependant les "vichysto-résistants" partagent trop d'expériences intellectuelles et politiques qui ne méritent d'être relevées. Il ont tous peu ou prou participé de "l'esprit des années trente", ce mouvement d'idées développé en marge des partis et qui revendiquait le primat du rassemblement national et une réforme en profondeur de l'Etat. C'était, par exemple, le cas de Fabrègues à Combat, Maze à la Troisième force ou Tasca dans l'organisation des décades de Pontigny. Dans le même temps un mouvement se dessinait parmi les officiers qui

télégramme se trouve dans les archives privées d'Irène Fernandez.

s'affichaient comme les héritiers de Lyautey en revendiquant "le rôle social de l'officier". On retrouva dans les cercles d'officiers alors constitués Dunoyer de Segonzac et de futurs animateurs de l'OMA-ORA. Ils furent très liés à la Route des Jeunes, dans le mouvement scout, qui donna nombre de cadres à Vichy et/ ou à la Résistance. L'équipe du mouvement Prisonniers présente un profil plus spécifique. L'unité de formation est plus difficile à cerner, et il faudrait en particulier ajouter les fidélités constituées à l'extrême droite dans la Fédération des étudiants catholiques pour Mitterrand et ses amis. Mais c'est l'expérience exceptionnelle de l'emprisonnement qui nous semble là décisive, en dernière instance.

Mais, quand arrive la débâcle, ils sont tous convaincus qu'il faut rompre avec la Troisième république, cause de tous les maux, et qu'il faut penser en premier la régénération intérieure pour préparer aussi la libération. Cette régénération repose sur des élites et ils pensent leur action politique sous la forme d'un Ordre, ainsi Uriage, la Chaine chez les prisonniers de guerre, ou la Troisième force. En cela ils reprennent aussi des thèmes chers aux mouvements des années trente. Et cette régénération s'appuie sur un sens aigu de l'unité, thème constant et partagé. Ils concluent les uns et les autres à la nécessaire présence dans l'Etat nouveau, sans négliger la jouissance que peuvent apporter la connaissance et l'influence. Enfin l'anticommunisme est très largement partagé par ces hommes qui refusent souvent de hiérarchiser entre les dangers qu'ils repèrent; un refus qui peut entraîner une paralysie totale ou partielle de l'engagement résistant. Cet anticommunisme n'est pas sans rencontrer d'écho dans la résistance intérieure où, cependant, depuis l'été 1941, les priorités ont été repérées.

Ce ne sont là que quelques pistes tant il est vrai qu'il faut reconnaître l'irréductibilité de l'événement sans nier le poids des héritages. L'historien des idées qu'est Marc Sadoun, à l'issue d'une analyse du comportement

¹¹⁵ Lettre à Andrée Viénot, 4 juillet 1947, Archives privées d'Irène Fernandez.

des socialistes en général et de Tasca en particulier, relève à juste titre qu'on a le plus grand mal à faire la part des responsabilités, des héritages et des imprégnations, en particulier dans ces années trente et quarante, rare exemple de bouleversement complet de la topologie politique¹¹⁶.

Avec toutes les exceptions qu'implique une catégorisation, notre étude a repéré trois profils principaux de résistants qui ont, dans leur action résistante, entretenu un temps où tout le temps des liens idéologiques et/ou institutionnels avec le régime de Vichy. Idéologiques et/ou institutionnels? La distinction n'a de valeur heuristique que si l'on réfléchit en termes de priorités, tant l'idéologie est toujours présente. Avec les premiers résistants, les résistants vichystes, l'idéologie était première et, comme on l'a vu, ce compagnonnage fut partagé par la majorité d'entre eux, ce qui aide à penser un peu différemment l'articulation entre action et opinion, tant il est vrai que la coupure drastique entre les deux fut longtemps indispensable aux historiens pour ne pas tomber dans les pièges de la mémoire dominante. Avec les militaires résistants, si convaincus qu'ils fussent des bienfaits d'un Etat fort fondé sur des valeurs traditionnelles et sur l'autorité d'un des leurs, c'est la logique institutionnelle qui permet le mieux de les appréhender, obsédés qu'ils furent par le désir de revanche et la culture d'obéissance à la tutelle légale. Pour les vichysto-résistants, les logiques institutionnelle et idéologique se combinèrent: partie prenante des institutions de l'Etat, profondément convaincus des bienfaits de la Révolution nationale, ils étaient convaincus que la nécessaire résistance à l'Occupant allait de pair avec un travail au sein des institutions d'un Etat et d'un chef qu'ils soutenaient.

Liens entretenus un temps ou tout le temps? La question de la chronologie est bien cruciale pour catégoriser les comportements des premiers résistants jusqu'à la génération de 1943, et pour repérer le point de rupture où se repère le choix de la résistance. La légitimité associée à l'Etat légal et l'ambiguïté

¹¹⁶ Marc Sadoun, « Les contraintes de la position », in *Vichy 1940-1944, cit.*, pp. 51-67.

de sa naissance comme du projet idéologique qui le sous-tend, l'attitude des Américains et, dans une moindre mesure, celle des Britanniques, les aléas de la politique communiste furent autant de facteurs qui favorisèrent l'ambiguïté des positions. Le basculement ne s'accompagna pas nécessairement d'une rupture avec le régime, mais il suivit des crises importantes qui marquèrent les limites du dit régime, que ce soit très tôt Monitoire, puis, surtout, la répression menée contre les premiers mouvements résistants, le renvoi de Weygand et celui de Du Moulin de Labarthète, puis la fracture décisive que constituèrent le débarquement en Afrique Nord, l'envahissement de la zone sud et la sabordage de la flotte. En parallèle, une fois l'engagement résistant assumé, les échecs successifs de La Laurencie, Darlan et Giraud révélèrent l'impasse de la "double appartenance".

Mais le point de rupture fut atteint, le basculement dans la résistance effectué, quand les uns et les autres prirent conscience que la Révolution nationale qu'ils souhaitaient et l'Occupation n'étaient pas compatibles et que la politique de Vichy impliquait le lien entre les deux. Et sans être un obstacle dirimant Vichy représenta à l'évidence une hypothèque, dans la mesure où l'association entre Révolution nationale et collaboration était au fondement de l'Etat français.

Ouvrages et articles cités

Azéma Jean-Pierre et Bédarida François (dir.) (avec la collab. de D. Peschanski et H. Rousso)

1992, *Vichy et les Français*, Paris, Fayard

Azéma Jean-Pierre

1993, « Des Résistances à la Résistance », in Jean-Pierre Azéma, François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, t. 2, pp. 244-245.

Azéma Jean-Pierre, Bédarida François (dir.)

1993, *La France des années noires*, Paris, Seuil, 2 tomes

Bachelier Christian

1992 « L'Armée », in J.-P. Azéma et F. Bédarida (dir.) (avec la collab. de D. Peschanski et H. Rousso), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard

Bachelier Christian

1995, « L'ORA et la lutte armée », in *La Résistance et les Français*, colloque de Besançon, juin, dactyl, [colloque paru sous le titre *La Résistance et les Français: lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, en 1996]

Bourdet Claude

1975, *L'aventure incertaine*, Paris, Stock

Burrin Philippe

1995, *La France à l'heure allemande: 1940-1944*, Paris, Seuil

Comte Bernard

1991, *Une utopie combattante. L'école des cadres d'Uriage 1940-1942*, Paris, Fayard

Conan Eric, Rousso Henry

1994, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard

Cordier Daniel

1993, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, t. 3, Paris, J.C. Lattes

Crémieux-Brilhac Jean-Louis (dir.)

1970, *Les voix de la Liberté - Id Londres 1940-1944*, Paris, Le club français des bibliophiles

Cuvelliez Jean-Louis « Les débuts de la Résistance dans la région de Toulouse », in Guillon, Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire*, cit., pp. 121-136.

Dainville colonel de

1974, *L'ORA. La résistance de l'armée (Guerre 1939-1945)*, Paris, Lavauzelle

De Jong Lou

1976, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, VII, 2, La Haye, Nijhofs

Douzou Laurent

1995, *La désobéissance*, Paris, Odile Jacob

Duroselle Jean-Baptiste

1982, *L'Abîme*, Imprimerie nationale, Paris

Frenay Henri

1973, *La nuit finira. Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Paris, Robert Laffont

Giraud Henri

1949, *Un seul but, la victoire*, Paris, Julliard

Granet Marie, Henri Michel

1957, *Combat. Histoire d'un mouvement de résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF

Groussard Georges

1948, *Chemins secrets*, Mulhouse-Paris-Lausanne, Bader-Dufour

Guillin François-Yves

1995, *Le général Delestraint. Premier chef de l'Armée Secrète*, Paris, Plon

Guillon Jean-Marie, Laborie Pierre (dir.)

1995, *Mémoire et Histoire: la Résistance*, Toulouse, Privat

Hostache René

1958, *Le Conseil national de la Résistance*, Paris, PUF

Kaspi André

1971, *La mission de Jean Monnet à Alger mars-octobre 1943*, Paris, Publications de la Sorbonne

Lévisse-Touzé Christine

1991, *L'Afrique du Nord, recours ou secours, septembre 1939-juin 1943*, Université de Paris 1, 3 vol.

Maitron Jean, Penneretier Claude (dir.)

1992, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 42, Paris, Editions ouvrières

Marcot François (dir.)

1996, *La Résistance et les Français: lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, [paru en 1996]

Marcot François

1995, « Réflexions sur les valeurs de la Résistance », in Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire: la Résistance*, Toulouse, Privat

Michel Henri

1962, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF

Morandat Yvon

septembre 1994, « Souvenirs », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 29

Paxton Robert O.

1966, *Parades and Politics at Vichy. The French Officers Corps under Marshal Petain*, Princeton, Princeton University Press

Péan Pierre

1994, *Une jeunesse française: François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard

Peschanski Denis (dir.)

1986, *Vichy 1940-1944. Quaderni e documenti inediti di Angela Tasca*, Fondazione Feltrinelli, "Annali", XXIV (1985), Milan/Paris, Feltrinelli Editore/ Editions du CNRS

Sadoun Marc

« Les contraintes de la position », in *Vichy 1940-1944, cit.*, pp. 51-67.

Teitgen Pierre-Henri

1988, *Faites entrer le témoin suivant. 1940-1958. De la Résistance à la V^{ème} République*, Rennes, Ouest-France

Wieviorka Olivier

1992, *Destins d'un mouvement de Résistance: Défense de la France*, thèse de doctorat, Paris I, 2 tomes